***Introduction du chapitre 2***

L’entrepreneuriat en Algérie se veut être le nouveau moteur du développement économique. Pour plus de 30 ans, l’Etat était le principal entrepreneur et employeur[[1]](#footnote-2) pour enfin depuis 1989, poussé par la crise économique et l’alourdissement des taux de chômage, l’Etat s’est lancé dans de grandes réformes et une nouvelle politique économique s’est établie pour libérer les initiatives privées. En effet, l’Etat devient un agent facilitateur et accompagnateur[[2]](#footnote-3) de la promotion de l’entrepreneuriat par l’introduction des réformes économiques et la mise en place de nombreux dispositifs d’organismes chargés de promouvoir les PME et l’entrepreneuriat en général.

L'objectif des pouvoirs publics est donc de prendre en compte les multiples contraintes qui entravent le processus de création d’entreprises et leur essor, donc d'améliorer l'aide aux promoteurs, notamment en promouvant un environnement favorable et propice au déclenchement des initiatives privées. Ce nouvel environnement économique a permis l’émergence d’un nombre important de création d’entreprises qui contribuent de plus en plus au PIB hors hydrocarbures à l’emploi et dans la cohésion social.

Dans cette perspective et afin de répondre à notre problématique de recherche à savoir l’étude du rôle des mécanismes d’appui dans le développement entrepreneurial en Algérie, l’objectif de ce chapitre est d’examiner l’environnement entrepreneurial en Algérie, notamment les mesures d’appui à la création d’entreprise. Pour ce faire, nous avons choisi d’aborder ce chapitre en trois sections.

Il s’agit dans la première section de remonter au contexte de l’apparition de l’entrepreneuriat en Algérie, nous décrivons ainsi l’évolution et les caractéristiques de l’entrepreneuriat en Algérie. La deuxième section s’interrogera sur le cadre réglementaire, l’appui financier et l’enseignement de l’entrepreneuriat en Algérie. La dernière section s’intéressera à la présentation des différents dispositifs et organismes d’appuis à la promotion et soutien de l’entrepreneuriat et de la PME en Algérie. Le but n’étant pas d’évaluer ces politiques, mais de voir quel a été leur apport au domaine entrepreneurial, les identifier et les préciser.

***Section 1 : le contexte de l’émergence et l’évolution de l’entrepreneuriat en Algérie***

En Algérie, l’entrepreneuriat a évolué au rythme des réformes économiques qui ont régi la transition du pays d’une économie socialiste à une économie de marché depuis 1989. Ces réformes se sont traduites par une croissance très rapide du tissu économique constitué essentiellement de petites entreprises. En effet, l’Etat consentit ses efforts pour le développement de l’entrepreneuriat pour son rôle important dans le développement économique du pays.

Cette section a pour fin de donner un aperçu sur l’entrepreneuriat en Algérie à travers la relecture de son émergence, la présentation de son évolution et enfin sa contribution dans l’économie nationale.

1. ***Chronologique de l’émergence de l’entrepreneuriat en Algérie***

Pour retracer les principales périodes d’évolution de l’entrepreneuriat en Algérie, nous distinguons trois périodes selon leur échelonnement chronologique.

* 1. ***Jusqu’à la fin des années 1980***

Dans cette période, la structure économique était centrée sur le secteur public où l’Etat est le seul entrepreneur exerçant dans une économie caractérisée par un système de planification et d’une « industrie industrialisée » dont toutes les politiques et les mesures d’aide et de développement ont été concentré au service des grandes entreprises du secteur public. Néanmoins, en 1982, l’Etat accorde au secteur privé un rôle complémentaire avec un niveau d’investissement plafonné (35 millions de francs) et limité dans certaine activités (transformation et de distribution). Cette réticences pour l’évolution de l’entrepreneuriat privé se poursuive jusqu’à 1982, une année qui marque clairement la relance de l’entrepreneuriat en Algérie grâce aux grandes programmes de réformes qui ont été adoptées notamment la création de l’office pour le suivi et le contrôle des investissements privés (OSCIP) chargé de délivrer les agréments nécessaires aux investissements privés.

En effet, dans cette période, le secteur privé était promu à assumer un rôle complémentaire au secteur public reconnu comme moteur de développement où lui a été réservé pratiquement les activités en amont (sans être absent des activités de distribution et des services en général du fait de la persistance des monopoles) et pour le secteur privé lui a été réservé les activités en aval. De ce fait les promoteurs privés se sont dirigés vers les créneaux de services et de commerce, cependant, ces créneaux n’ont pas trouvé l’environnement favorable et encourageant (la législation de travail était rude, la fiscalité très lourde et le commerce extérieur était fermé). Néanmoins, les mesures d’aide des programmes de réformes ont aboutis à la réalisation de plus de 775 projets de PME/PMI[[3]](#footnote-4).

Toutefois, cette période se caractérisait par certains obstacles aux initiatives privées à savoir : le financement par les banques qui ne doit pas dépasser 30% du montant total de l’investissement ; les montants investis qui ne doivent pas dépasser les 35 millions de dinars pour une société de responsabilité limitée (SARL) et l’interdiction de posséder plusieurs investissements par un seul entrepreneur[[4]](#footnote-5). En conséquence, la dynamique entrepreneuriale durant cette période était faible.

* 1. ***Dans les années 1990***

Les 90 marquent le passage à l’économie de marché afin de rétablir et stabiliser les équilibres macroéconomiques et financier à travers un nouveau code législatif qui a été mis en place sous la pression du FMI (pour le rééchelonnement des dettes extérieures accompagné d’un plan d’ajustement structurel (PAS) qui a entrainé la perte de centaines de milliers d’emplois). Ce nouveau cadre est conçu pour soutenir l'investisseur privé et étranger.

Dans cette période, l’entrepreneuriat est une alternative incontournable pour le développement économique. Cela s’est matérialisé, dans un premier temps par certaines dispositions de la *loi 90-10 du 14 avril 1990, relative la Monnaie et le Crédit (LMC)*, puis par d’autres mesures plus incitatives et encourageantes, comme l’institution des zones franches, les avantages à l’investissement dans le Sud, la privatisation de nombreuses entreprises publiques (une procédure qui a contribué au lancement et au développement des PME/PMI) ainsi que l’assouplissement de la législation qui a libéré le plafond de l’investissement privé et a ouvert à ce dernier d’autres créneaux, création des guichets uniques (code de la promotion de l’investissement en 1993). En conséquence, près de 75% des PME recensées en 2005 ont été créées après ce nouveau code[[5]](#footnote-6). Cependant, cette liberté toute nouvelle coïncide avec une crise de liquidités sans précédent : les réserves en devises étaient inférieures à 2 Milliards de dollars US, le stock de la dette dépassait les 30 milliards de dollars US, le ratio dette / exportation était à 70%[[6]](#footnote-7).

En 1995, ont été prises deux ordonnances, l’une relative à la privatisation, l’autre à la gestion des capitaux marchands de l’Etat. Cette année reconnu également les premiers résultats obtenus en matière de stabilisation des grands équilibres financiers du pays, l’entrepreneur privé allait enfin disposer de la maîtrise de tous les instruments de la gestion de son entreprise. C’est le secteur privé maintenant qui investit et crée l’emploi. En effet, une série de lois arrivent pour consolider les réformes économiques en faveur de l’entrepreneuriat privé et notamment les PME/TPE.

Ces changements ont permis l'émergence et le développement de l’entrepreneuriat privé, longtemps marginalisé.

* 1. ***Depuis 2001****:* ***Les réformes dites de deuxième génération***

Suite aux bons résultats des réformes précédentes, l’Etat a prolongé en 2001 la loi d’orientation sur la promotion de l’entrepreneuriat privé par l’ordonnance relative au développement de l’investissement (Ordonnance N° 01/03 du 20/08/2001) et la loi d’orientation sur la promotion de la PME/PMI***[[7]](#footnote-8)*** (Loi N° 01/18 du 12/12/2001) qui constituent ce qu’on appelle la deuxième génération des réformes. Les principaux axes de ces réformes sont : l’intégration dans l’économie mondiale, la promotion de l’investissement et de l’environnement des entreprises, la privatisation et la réforme du secteur public, la réforme du secteur bancaire et financier, la libéralisation des infrastructures.

Ces mesures sont traduites par : la facilitation administrative de la création d’entreprises, une baisse significative des taxes, des redevances fiscales et des charges sociales, la création d’un Fonds de Garantie des prêts accordés par les banques permettant de répondre aux besoins spécifiques des PME/PMI en matière de financement (factoring, capital-risque, leasing…), la création du Conseil National de l’Investissement (CNI), et la suppression de la distinction entre investissements publics et investissements privés en remplaçant l’APSI par l’ANDI (Agence nationale de développement industriel). Suite à ces lois, le poids de la PME/PMI a nettement augmenté, le nombre a plus que doublé, et la densité a presque quadruplé. Les statistiques disponibles indiquent que plus de la moitié des PME/PMI ont été créés entre 2001/2007[[8]](#footnote-9).

D’autre part, ces lois insistent sur la nécessité de mettre en place un système d'information économique sur les PME, en obligeant les différents organismes concernés (CNAS, CASNOS, services fiscaux et douaniers, ONS…) à fournir, toutes les informations figurant dans les fichiers dont ils disposent, pour constituer une banque de données pour les PME adaptée aux technologies informatiques modernes, et ce afin de servir d’appui à ces entreprises, soutenue par un organisme consultatif composé d’organisations et d’associations professionnelles spécialisées et expérimentées.

Enfin, aujourd’hui la création de la TPE/PME/PMI occupe une position de premier plan dans le processus de développement algérien et l’entrepreneur est mis au centre de la réflexion pour l’élaboration des politiques de développement[[9]](#footnote-10).

1. ***Etat des lieux de l’entrepreneuriat en Algérie***

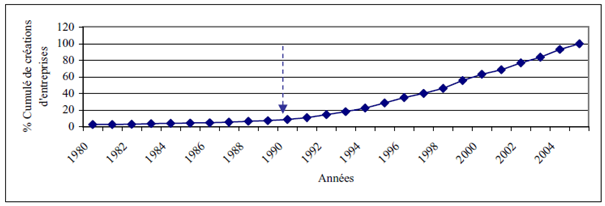
Le développement de l’entrepreneuriat en Algérie a connu un essor remarquable depuis le début des années 1990 favorisé par les réformes économiques qu’a menées l’Etat.

* 1. ***évolution de l’entrepreneuriat en Algérie***

Nous nous référons aux statistiques de la PME/TPE pour désigner l’évolution de l’entrepreneuriat. Certes, l’entrepreneuriat n’est pas synonyme de petite entreprise[[10]](#footnote-11) mais certes, cette dernière en constitue un véhicule essentiel du phénomène en Algérie (comme ailleurs) du fait que les PME privées et l'artisanat représentaient 99,75% du total des entreprises algériennes, dont la TPE (qui comporte 9 personnes au plus) représente l’écrasante majorité des PME avec 97 %[[11]](#footnote-12).Cependant, s’il est possible d’apprécier quantitativement le développement la PME à partir des données générales (disponibles seulement depuis les dernières années), il n’est pas aisé d’approfondir l’analyse des nouvelles entreprises vu l’absence d’un système d’information consacré à cette catégorie d’entreprises[[12]](#footnote-13).

La figure suivante montre l’évolution du secteur privé de 1980 à 2005.

***Figure N°12 : % cumulé de création d’entreprises entre 1980 et 2005***

******

***Source : HAMMOUDA N.; LASSASSI M., 2007.***

La majorité des entreprises ont été créées au cours de la période 1995-2000 dont leur nombre a pu s’accroitre de 22%[[13]](#footnote-14). Par ailleurs, à partir de 2000, le poids des PME privées dans le tissu économique a fortement augmenté contrairement aux PME publiques qui ne cessent de diminuer durant ces dernières années suite au processus de privatisation des entreprises publiques dissoutes et transformées en PME privées dans le cadre de la restructuration du secteur.

Les données économiques présentées dans le présent tableau mettent en évidence cette dynamique croissante du développement des PME et des TPE :

***Tableau n° 7 : Evolution des PME entre 2001 et 2012***

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Année | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
| PME privée | 179 893 | 189552 | 207949 | 225449 | 245842 | 269806 | 293946 | 392013 | 408155 | \*\*\* | \*\*\* | \*\*\* |
| activité artisanale | \*\*\* | \*\*\* | 79850 | 86732 | 96072 | 106222 | 116347 | 126887 | 162085 | \*\*\* | \*\*\* | \*\*\* |
| **Total** | **\*\*\*** | **\*\*\*** | **287799** | **312181** | **341914** | **376028** | **410293** | **518900** | **570240** | **617955** | **658737** | **711275** |
| variation | \*\*\* | \*\*\* | \*\*\* | 24382 | 29733 | 34114 | 34265 | 108607 | 51340 | 47715 | 40782 | 52538 |
| % de variation | \*\*\* | \*\*\* | \*\*\* | 8,47% | 9,52% | 9,98% | 9,11% | 26,47% | 9,89% | 8,37% | 6,60% | 7,98% |

***Source : établi par l’auteur à partir des données du ministère de la PME et de l’artisanat.***

Le nombre des PME connait une croissance continue et a pratiquement triplé, il est passé de 120000 en 1990 à prés de 700 000 en 2011, et à 711 275 en 2012, soit prés de 47000 PME sont créées chaque année bien que cette dynamique diffère d’une année à l’autre avec un taux d’évolution moyen de 8 à 9% jusqu’à 2008. Une année qui a été marquée par le renforcement des capacités des institutions de soutien et d’accompagnement des PME d’où a enregistré un taux très élevé de 26%. Par ailleurs, le mouvement des radiations et de réactivation est très faible.

A côté de ces statistiques officielles, il faut signaler qu’il existe une très grande partie des entreprises (35% du marché) qui exercent dans l’informel[[14]](#footnote-15) et décourage les investissements productifs source d’innovation bien que l’absence d’un statut juridique ne signifie pas l’absence de l’entrepreneuriat[[15]](#footnote-16). L’informel en Algérie est apparu comme mode de survie dans un marché de l'emploi en crise dont les activités se concentrant surtout dans le petit commerce et les services fonctionnent dans des activités de subsistance peu risqués à faible apport en capital (petit commerce, salon de coiffures, transport, fast-food, cyber- café, etc. …) donnant naissance à une majorité de TPE.

* 1. ***Répartition des activités entrepreneuriales selon les secteurs d’activités***

L’évolution du nombre des PME/TPE ne connait pas une croissance homogène dans tous *les secteurs d’activités*. Bien que l’Algérie soit un pays pétrolier où les hydrocarbures constituent 34% du PIB, le secteur des services vient en 2ème position avec un taux de 24%[[16]](#footnote-17). La dominance des services (elles représentent presque la moitié des activités des PME privées) revient à la disparition des intermédiaires publics dans les circuits de distribution et le commerce en représente un peu plus de la moitié. Ensuite, c’est la branche bâtiments et travaux publics qui occupent le deuxième rang avec 33,62% et l’industrie en troisième position avec une part de 19,03%[[17]](#footnote-18).

Dans la même voie, le recensement économique réalisé par l’office national des statistiques confirme la prédominance du commerce sur les activités productives de richesses loin devant les services et l’industrie. , le secteur des services compte 325.442 entités, soit 34% de l’ensemble des entités recensées. D’autre part, le nombre d’entités industrielles recensées est de 97.202 (10,1%), dont 23,4% opèrent dans les industries agroalimentaires, 22,7% la fabrication de produits métalliques et 10,5% dans l’habillement. Enfin, les entités recensées relevant du secteur de la construction étaient de l’ordre de 8.746 : ce secteur est constitué essentiellement de métiers ne disposant pas d’un local fixe et visible et sont donc difficiles à repérer sur le terrain (tels que plomberie, bâtiment et peinture). ‘‘Il est évident que ce chiffre est largement en deçà de la réalité du terrain[[18]](#footnote-19).

Cette disparité de la densité des PME entre les différents secteurs est expliquée par la capacité de chaque secteur à générer plus rapidement des résultats sans avoir un recours aux dépenses d’investissement relativement important[[19]](#footnote-20).

* 1. ***Répartition des activités entrepreneuriales par région***

L’évolution de l’activité entrepreneuriale en Algérie n’est pas homogène sur le plan géographique entre les différentes Wilayas du pays. Les différentes études révèlent que les PME privées se concentrent dans la région du nord du pays avec un taux de 60,3 % du nombre total des PME. La région des hauts plateaux est en deuxième position avec un taux de 30 % devance les régions du sud et du grand sud avec 9,76 %.

Cependant, dix Wilayas seulement contiennent près de la moitié des entreprises, il s’agit de : Alger, Oran, T.Ouzou, Sétif, Béjaia, Blida, Chelef, Constantine, Tipaza, Boumerdés. Toutefois, Alger se détache remarquablement des autres Wilayas, mais c’est T. Ouzou et Bejaïa qui ont une tendance considérable vers la croissance du nombre d’entreprises. Cette répartition géographique déséquilibrée est justifiée par le déséquilibre de la disponibilité des infrastructures et la proximité des centres d’intérêts et le niveau du capital humain disponible dans les territoires[[20]](#footnote-21).

* 1. ***Répartition des activités entrepreneuriales par taille***

Malgré les créations d’entreprises privées se sont multipliées et ont ainsi pris une importance déterminante dans divers secteurs, l’économie algérienne demeure marquée par un poids relativement faible des PME de taille moyenne comme le stipule le tableau suivant :

***Tableau 8 : Evolution de la structure des PME en Algérie (1995-2008) en %***

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | 1995 | 1999 | 2000 | 2007 | 2008 |
| Micro-entreprises (de 1 à 9 salariés) | 91,00 | 93,24 | 90,00 | 95,53 | 96,15 |
| Petites et moyennes entreprises  (plus de 10 salariés) | 9,00 | 6,76 | 10,00 | 4,67 | 3,85 |
| Total | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |

***Source : MERZOUK F., 2009***

Ces statistiques confirment bien que notre économie est de plus en plus basée essentiellement sur des micros entités (des TPE qui comporte 9 personnes au plus) qui représente l’écrasante majorité des PME où elles passent de 91% en 1995 à 96,15% en 2008[[21]](#footnote-22). Sachant que le nombre moyen de personnes employées par entreprise est de 03 personnes[[22]](#footnote-23).

1. ***Importance de l’entrepreneuriat dans le développement économique de l’Algérie***

Dans notre pays, l’entrepreneuriat est émergé dans un contexte de transition d’un modèle d’économie à planification central à un modèle d’économie de marché[[23]](#footnote-24). Cette nouvelle politique économique a reconnu pour l’entrepreneuriat et notamment les PME privées le rôle important à jouer dans le développement local et national et à régler le déséquilibre existant entre le secteur des hydrocarbures[[24]](#footnote-25) et le reste des activités économiques. Ainsi, le secteur privé intervient pour près de 75 % dans le PIB hors hydrocarbures et à 55 % de la valeur ajoutée : il se veut être un véritable moteur de développement économique.

* 1. ***Création d’emploi***

A l’instar du développement en nombre des PME, le nombre d’emplois créés connait aussi une croissance importante ces dernières années. Selon les statistiques officielles, l’Algérie aurait enregistrée une forte croissance économique au cours des cinq dernières années, ce qui à permis la création de 60 000 petites et moyennes entreprises dans le pays, qui ont généré 1,2 million d'emplois, permettant de faire passer le taux de chômage en Algérie de 22 pour cent en 2000 à 17 pour cent en 2004. Toujours selon les statistiques officielles, le nombre des PME est de l’ordre de 225 449 privées qui emploi 592 758 salariés[[25]](#footnote-26).

En effet, grâce à la contribution du secteur des PME/PMI, notamment le secteur privé et les artisans, le taux du chômage est passé de 28% en 1996 à 23,70% en 2003, à 15,3% en 2005 et arrive à 9,3% en 2013. En parallèle, le nombre d’emplois créés par les PME privées et les artisans est passé de 766678 en 2004 à 1298253 en 2007 à 1605329 en 2009 soit un taux de croissance de 109 % entre 2004 et 2009[[26]](#footnote-27). Une évolution positive continue qui a permis à l’initiative privée d’atteindre 77,60% du total des emplois recensés sur le marché de l’emploi algérien en 2009. A fin 2012, l’emploi cumulé dans les PME est de 1 800 742 entités et a progressé de 7,44% par rapport à 2011 (1 676 111)[[27]](#footnote-28).

Le tableau suivant illustre ces constats :

***Tableau N° 9: répartition du nombre d’emploi entre 2003 et 2009***

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Année | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
| Effectif des PME privées | 550386 | 592 758 | 888 829 | 977 942 | 1 064 983 | 1233073 | 1363444 |
| Effectif d’artisans |  | 173 920 | 192 744 | 213 044 | 233 270 | - | 241885 |
| Effectifs des PME publiques |  | 71 826 | 76 283 | 61 661 | 57 146 | - | 51635 |

**Source : à partir des données du bulletin statistique n16 du ministère de la PME, 2009.**

Les chiffres présentés dans le tableau montrent clairement une hausse remarquable de nombre de postes d’emplois générés par le secteur privé, et les artisans contrairement au secteur public qui a enregistré une particulière diminution dû en premier lieu à la privatisation dictée par la loi de l’économie de marché.

* 1. ***Création de la valeur ajoutée***

***Tableau N° 10 : contribution des PME privées dans la création de la valeur ajoutée (hors hydrocarbures) de 2001 à 2007***

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Valeur ajoutée | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
| En valeur (en milliards de DA) | 1486,8 | 1585,3 | 1783,77 | 2038,84 | 2239,56 | 2605,68 | 2986,07 |
| En % | 85,35 | 84,68 | 85,06 | 85,53 | 85,90 | 86,63 | 87,64 |

***Source : MERZOUK, 2009.***

La contribution des PME privées dans la création de la valeur ajoutée (hors hydrocarbure) est en constante évolution. En 1994, la valeur ajoutée du secteur public était de 617.4 milliards de dinars représentent 53.5 % du total national, alors que celle dégagé par le secteur privé était de 1 178 milliards de dinars soit 46.5 % du total national et depuis 1998, elles ont pu dépasser le secteur public avec 1 019.8 milliards de dinars soit 46.4 % pour le secteur public et 1 178 milliards de dinars soit 53.6 % pour le secteur privé. Ensuite 75% en 2001 et 84 % en 2002, 85,90 % en 2005[[28]](#footnote-29) et 87,64 % en 2007, soit une moyenne de 85,80 %[[29]](#footnote-30).

* 1. ***Contribution au PIB***

La contribution du secteur privé dans le PIB s’améliore à l’inverse du secteur public où intervient pour près de 75% dans le PIB hors hydrocarbures. L’évolution du poids du secteur privé dans le PIB reconnait deux périodes distinguées : avant 1990 et après 1990. Dans la première période, la part de secteur public dans le PIB est supérieure à celle du secteur privé, chose qui peut être expliquée par la nature de l’économie algérienne dans cette période (économie socialiste) où le secteur privé était marginalisé. La deuxième période (après 1990) a connu un changement de situation où la part de secteur privé est devenue supérieure à celle de secteur public[[30]](#footnote-31).

* 1. ***Contribution aux exportations***

Le poids des hydrocarbures dans la structure des exportations algériennes est prépondérant et représente près de 95 % du total (environ 40 % pour le gaz naturel, 30 % pour le pétrole brut et 20 % pour les produits raffinés du pétrole)[[31]](#footnote-32).Ce déséquilibre masque toutefois la progression des autres secteurs. Selon le ministère de la PME, l’Algérie occupe, en matière d’exportations réalisées par les PME, la 20ème place en Afrique[[32]](#footnote-33).Ce qui nécessite d’importants investissements en divers domaines où il est primordial de mener une politique proactive de diversification des exportations encore très fortement dépendantes du secteur des hydrocarbures. La diversification est d'autant plus essentielle que le secteur des hydrocarbures, s'il est générateur de richesse, fournit cependant peu d'emplois[[33]](#footnote-34).

Enfin, l’ouverture économique amorcée en 1989 a entraîné un essor remarquable de l’entrepreneuriat en Algérie bien qu’elle reste en retard par rapport aux autres pays en termes de densité des PME qui était de 10 pour 1000 habitants en 2005 et s’élève à 20 en 2012[[34]](#footnote-35) alors que le taux le plus faible est de 45 PME (DAOUD, 2009, p7). Une dynamique entrepreneuriale réelle a du mal à s’enclencher[[35]](#footnote-36) au moment où les différentes politiques économiques et sociales veulent faire de l’entrepreneuriat un vecteur de création de richesse et d’emplois.

Nous examinons dans ce qui suit les différentes mesures prises par l’Etat afin de développer l’entrepreneuriat dont le progrès économique dépendra de l’amélioration du climat des affaires.

***Section 2 : Les différents mécanismes d’appui à l’entrepreneuriat en Algérie***

L’évolution de l’entrepreneuriat est liée à l’apparition du capitalisme, les autorités se sont rendues compte que l’économie nationale a besoin de ce support pour le dynamisme et le développement économique du pays ce qu’il faut lui préparer un terrain plus propice. En effet, les premières réformes entreprises par l’Etat concernaient le cadre institutionnel réglementaire, le système fiscal et la gestion du foncier industriel. Ces mesures posent de nouveaux principes en matière de création d’entreprises en Algérie.

1. ***Le cadre réglementaire de la création d’entreprise***

Selon les travaux de la banque mondiale *Doing Business* (qui établit un classement international pour évaluer le climat des affaires de chaque économie), les facteurs fondamentaux qui déterminent l’émergence de l’entrepreneuriat concernent l’environnement fiscal et réglementaire, la législation du travail, les régimes de sécurité sociale, les lois sur les faillites, le système des droits de propriété, les marchés financiers et le régime de la propriété intellectuelle. D’autre part, il s’agit de l’existence, la stabilité et la qualité des institutions officielles qui règlent, et formalise le climat des affaires, encourage l’entrepreneuriat productif et réduit l’ampleur du secteur informel.

Dans cette voie, le cadre réglementaire et institutionnel, la simplification de procédures d’obtention du registre de commerce, l’allégement de la fiscalité et le financement sont particulièrement visés lors des réformes économiques par le biais des différents organismes et des centres de facilitation des procédures de création, d'information, d'orientation et d'accompagnement ayant pour objectif de soutenir les créations, le développement et la pérennité des PME/PMI.

En effet, les pouvoirs publics ont sensiblement élargi le cadre réglementaire depuis le code des investissements en 1993 qui a été renforcé dès le début de la décennie 2000. Ainsi, la création d’entreprise a connu une certaine dynamique à travers 3 processus principaux : les créations « classiques » qui concernent l'investissement privé (constitué principalement de fonds propres), les micro-entreprises des jeunes bénéficiaires des différents dispositifs d'aide à la création (tels que l'ANSEJ, l’ANGEM), et les sociétés de salariés constituées des entreprises publiques dissoutes rachetées par les employés à l'aide de modalités de crédit avantageuses (la privatisation qui est en sorte une reprise d’entreprise).

Cependant***,*** les rapports de DB révèlent que l’environnementinstitutionnelest encore peu favorable au développement de l’entrepreneuriat et de créations nouvelles. La dégradation des classements de l’Algérie dans les études de Doing Business en matière de facilitation des affaires et des réformes confirme cette situation *: 152ème en 2013, en 147ème en 2014 et en 154ème position en 2015[[36]](#footnote-37).*

Pour créer une nouvelle activité, l’entrepreneur algérien doit réaliser 13 procédures (contre 5 au Maroc et 1 seule au Canada) nécessitant une moyenne de 22 jours (alors que la moyenne dans les pays de MENA est 19,8 et à l’OCDE 5 jours), il paye ses impôts 27 fois en moyenne de 451 heures par année, alors que 40% d’entre eux ne trouvent pas le foncier industriel pour l’implantation de leurs projets[[37]](#footnote-38). Sur le plan financier, le coût officiel de l’enregistrement d’une entreprise par le rapport du produit national brut par habitant (PNB/h) s’élève à 12,4% (contre 4,7% en Tunisie) et l’apport minimum du capital de l’entreprise est de 28,6% du PNB/h alors qu’il est totalement nul au Maroc, en Tunisie, au Canada, USA…etc.

1. ***Le cadre fiscal pour inciter à la création d’entreprise***

La pression fiscale a été très amoindrie ces dernières années grâce aux différentes mesures comprenant des réductions de taux d’imposition, allègement des procédures fiscales, une exonération total ou partiel pour plusieurs années. Ainsi, l’Algérie a opté pour deux types d’incitations en deux régimes d’octroi d’avantages fiscaux pour éviter l’attribution automatiques des avantages, il s’agit d’un régime général relatif aux investissements en dehors des zones à développer et d’un régime dérogatoire pour les investissements dans les zones à développer.

* 1. ***Le régime général***

Ce régime se limite à des avantages accordés au titre de réalisation et d’exploitation de l’investissement mais pour en bénéficier, un avis favorable du CNI est obligatoire pour tout montant supérieur à 500 millions DA.

* + 1. ***Les avantages accordés au titre de réalisation***

Il s’agit des avantages suivant : exonération en matière de droit de douane pour les équipements importés entrant directement dans la réalisation de l’investissement ; franchise de la taxe sur la valeur ajoutée pour les biens et services entrant directement dans la réalisation de l’investissement à condition qu’ils soient d’origine algérienne. Le bénéficie de la franchise de TVA peut être, cependant, accordé s’il est dûment établi l’absence d’une production locale similaire, et l’exemption du droit de mutation à titre onéreux pour toutes les acquisitions immobilières effectuées dans le cadre de l’investissement.

* + 1. ***Les avantages accordés au titre de l’exploitation***

Il s’agit d’une exonération de l’impôt sur le bénéfice des sociétés (IBS) et de la taxe sur l’activité professionnelle (TAP) et de l’impôt sur le revenu global (IRG) où il a été décidé depuis 2011 d’étendre leur durée d’application à cinq ans pour l’IBS et à deux années supplémentaires pour l’IRG et la TAP.

Afin d’encourager plus les investissements, les contribuables qui bénéficient de ces avantages sont tenus de réinvestir la part des bénéfices correspondant à toutes ces exonérations ou réductions. L’obligation de réinvestir est prévue pour une période de quatre années[[38]](#footnote-39).

* 1. ***Le régime dérogatoire***

Il s’agit des investissements réalisés dans les zones dont le développement nécessite une contribution particulière de l’Etat ou ; ceux présentant un intérêt particulier pour l’économie nationale notamment lorsqu’ils utilisent des technologies propres susceptibles de préserver l’environnement, de protéger les ressources naturelles, d’économiser l’énergie. C’est au CNI de définir les zones à développer et les investissements à financier en convention avec l’ANDI. On peut distinguer les avantages qui concernent ce régime en deux phases :

* + 1. ***phase de réalisation du projet***

Pendant cette phase, les investisseurs peuvent bénéficier d’un :

* Taux réduit des droits de douanes sur les équipements importés et entrant directement dans la réalisation de l’investissement. (5%) ;
* Franchise de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) pour les biens et les services destinés à la réalisation d’opérations assujetties à la TVA ;
* Exemption droits de mutation sur acquisitions immobilières ;
* Droit d’enregistrement pour les actes constitutifs et les augmentations de capital de la société bénéficiaire des avantages au taux réduit (0,2%) ;
* Prise en charge totale ou partielle des travaux d’infrastructures nécessaires à la réalisation de l’investissement.
  + 1. ***phase d’exploitation***

Dans cette phase, l’investissement bénéfice de:

* Exonération pendant 10 ans d’Impôts sur les Bénéficies des Sociétés (IBS), et de Taxe sur l’Activité Professionnelle (TAP) ;
* Exonération pendant 10 ans de Taxe Foncière ;
* Possibilité de bénéficier de report des déficits à l’année successive et d’allongement des délais d’amortissement.

**Par ailleurs, les promoteurs et les investisseurs peuvent bénéficier des avantages fiscaux œuvrant dans les domaines de l’exportation, l’agriculture,** la pêche et l’aquaculture**, artisans traditionnels, le tourisme ou ceux exerçants dans certaines zone de l’extrême sud et les hauts plateaux … par le biais de différents organes tels que l’ANSEJ, l’ANDI, CNAC, le national de la promotion des exportations**[[39]](#footnote-40)**.**

Selon les travaux de Doing Business, ces réformes n’ont eu pour effet qu’une réduction de l’impôt sur les bénéfices de 6,6% seulement, soit le plus bas contre une moyenne de 12,4% dans la région de MENA et 16,1% à l’OCDE. Or, les charges sociales et les autres taxes pèsent encore pour l’entrepreneur algérien avec des taux de 29,6% et 35,7% respectivement, alors que le taux moyen des charges sociale au MENA ne dépasse pas 16,3% et il est de 23,1% à l’OCDE. En effet, la pression fiscale classe l’Algérie au 174ème rang (alors que le Canada est à la 8ème position, la Tunisie est au 60ème, et le Maroc au 78ème rang) ce qui est aberrant pour une économie dépendante des recettes pétrolières.

De plus, l’entrepreneur algérien paye ses impôts en moyenne 29 fois par année alors qu’au Maroc par exemple 6 fois seulement et consacre en moyenne 451 heures par année pour s’acquitter de ces impôts soit 2,5 fois plus de ce qui en est à l’OCDE et 2 fois plus ce qui en est au MENA[[40]](#footnote-41).

1. ***Les mesures d’appui à l’accès au foncier industriel***

Le foncier industriel en Algérie est une source rare. D’après le recensement de l’ONS, l’accès au foncier reste une des premières contraintes pour la création d’entreprise notamment pour les petites entreprises dans les milieux urbains[[41]](#footnote-42). Le coût élevé reste le principal obstacle suivi par sa non disponibilité, la multiplicité des formalités administratives et des textes juridiques et l’accès aux ressources d’énergie. Cependant, d’après les responsables du foncier industriel en Algérie, la véritable contrainte réside dans la gestion de cette ressource et non pas dans sa disponibilité[[42]](#footnote-43).

Dans ce cadre, l’Algérie a intégré la question de l’accès au foncier au centre des programmes d’appui à la création d’entreprises et le développement des investissements. Ainsi, en 2006, une loi d’orientation du foncier a été promulguée. Cette loi consacrait la formule de la concession pour une durée de 20 années renouvelable, convertible en droit de cession lorsqu’il s’agit de projet à caractère industriel, touristique ou de services, sous réserve de réalisation effective de ces projets d’investissement pour le foncier industriel[[43]](#footnote-44).

En 2007, il a été créé un comité d’assistance à la localisation et à la promotion des investissements et de la régulation du foncier (CALPIREF) qui a pour mission de constituer, une banque de données de l’offre foncière au niveau de chaque wilaya, d’accompagner toute initiative de promotion foncière publique ou privée pour la production de terrains aménagés et équipés destinés à recevoir des investissements; d’évaluer les conditions de fonctionnement du marché foncier local; de proposer la création de nouvelles zones industrielles ou d’activités et de suivre et d’évaluer l’implantation et la réalisation des projets d’investissement.

Dans la même année, il a été créé une agence nationale d’intermédiation et de régulation foncière (ANIREF) qui a pour missions la gestion, la promotion, l’intermédiation, l’observation et l’information du foncier aux fins de sa valorisation et l’émergence d’un marché foncier et immobilier libre au titre de la promotion de l’investissement, développer et de réhabiliter des zones d’activité existantes et de créer de nouvelles zones industrielles. En 2012, cette agence a pu répondre à 70% des demandes soit 2 137 ha de foncier pour un montant de 558 milliards DA générant 138 488 emplois soit une augmentation de 53% par rapport à l’an 2011[[44]](#footnote-45).

En 2008, la législation règlementant le domaine foncier a été modifiée. Cette dernière consacre la concession comme seul mode d’accession et abroge tout autre texte contraire à ces dispositions. La concession est accordée pour une durée minimale de 33 ans, renouvelable, et maximale de 99 ans selon la formule des enchères publiques ouvertes ou restreintes ou de gré à gré[[45]](#footnote-46).

En 2010, la loi de finances complémentaire a introduit une nouvelle mesure destinée à encourager l’investissement par le fractionnement du règlement des droits et taxe dus par l'investisseur liés à l'établissement de l'acte de concession foncière pour assouplir davantage les charges d’accès au foncier économique[[46]](#footnote-47).

1. ***l’appui financier à la création d’entreprise en Algérie***

Comme ailleurs, le financement est la principale contrainte qui entrave la pratique de l’entrepreneuriat en Algérie. Selon le rapport de Doing business, l’Algérie occupe la 130ème position sur 189 pays pour l’obtention de crédit[[47]](#footnote-48) ; une autre étude de la Banque Mondiale atteste que plus de 80 % des PME algériennes ont été créées sur des fonds propres ce qui confine l’entrepreneuriat privé dans des structures familiales à hauteur de 97%[[48]](#footnote-49). Ce constat correspond aux même résultats d’une étude réalisée en 2009 par un groupe d’experts européens qui classe l’Algérie au 7ème rang sur neuf pays sud- méditerranéens avec un score de 2,5 %, en deçà de la moyenne de la région qui est de 3,3 %. La note est établie sur la base d’un certain nombre de critères relatifs aux facilités d’accès aux garanties de crédit, aux marchés des capitaux, au micro-financement, au capital-risque et au crédit-bail.

* 1. ***Le système financier en Algérie***

Sous la tutelle du ministère de la finance, il existe plusieurs acteurs intervenant dans le système financier algérien qui compte 20 banques dont 6 publiques et 7 établissements financiers. On peut constater une diversité de ce système bancaire : il existe des banques universelles et spécialisées, des banques de grande taille ou de dimension très modeste…etc. néanmoins, les banques publiques prédominent le système financier[[49]](#footnote-50). Ces dernières, soumises aux règles du code du commerce, se sont transformées en sociétés par actions dès 1989. A partir de 1996, il a été mis en place le cadre institutionnel nécessaire à la mise en place d’un marché de capitaux[[50]](#footnote-51).

Il apparait que les banques publiques sont seules qui se chargent du financement des activités économiques qui a évolué de manière significative, en 2010, les crédits distribués sont d’ordre de 58,3 milliards de dinars contre 60 milliards de dinars en 2009 qui sont pour une grande partie accordés aux particuliers pour l’acquisition de biens durables (29 milliards de dinars) et aux entreprises privées (21,5 milliards de dinars), dont un peu plus de la moitié sous forme de crédit-bail. Cependant, leur historique les pousse à une prudence excessive dans le politique de crédit où 29 % des prêts sont octroyés au secteur privé contre 71 % au secteur public, quant aux banques privées, elles ont des capitalisations très faibles et restent très méfiantes vis-à-vis des nouvelles entreprises alors que marché financier (qui est opérationnel depuis 1999) est quasiment absent[[51]](#footnote-52).

* 1. ***La problématique du financement des TPE/PME***

Le système bancaire algérien est unanimement considéré le maillon faible du développement entrepreneurial. Les entrepreneurs rencontrent des difficultés pour avoir un financement pour leurs différentes activités en raison de non pas du manque des ressources financières chez les banques mais pour la réticence de ces dernières à financer le secteur privé. Bouzar C. cite deux raisons principales : le niveau de risque élevé et l’insuffisance de la rentabilité de l’opération (les prêts sont relativement de faible montant) au regard des coûts de transaction occasionnés[[52]](#footnote-53). Par ailleurs, les instruments alternatifs de financement des TPE/PME (tel que le marché financier, le capital-risque et Business Angel) sont inexistants ou peu développés.

En effet, la problématique du financement de l’entrepreneuriat en Algérie revêt plusieurs aspects :

* *le besoins financier*: il recouvre le besoin de financement à court terme, besoin de financement de démarrage (investissement) et besoin de financement à moyen et à long terme (croissance) où il n’existe pas un marché financier destiné aux PME/TPE et activités artisanales pour recouvrir tous ces différents besoins de financement[[53]](#footnote-54). En effet, pour beaucoup d’entrepreneurs, les procédures mises en œuvre pour instruire, traiter, élaborer, conseiller, et finaliser un financement sont pénibles voire décourageantes[[54]](#footnote-55).
* *l’efficacité et l’accessibilité aux sources de financement* : il s’agit de difficultés en termes de garanties, du seuil minimum de fonds propres relatif aux investissements, d’évaluation des projets, d’exigences administratives, de procédures trop longues et compliquées, de taux d’intérêt élevés et d’une aversion très importante au risque.
* *la nature du financement*: les difficultés d’accéder aux organismes financiers obligent les entrepreneurs algériens à recourir au financement informel. Cet autofinancement est largement utilisé dans la majorité des petites entreprises (jusqu’à 80%)[[55]](#footnote-56).
* D’un autre côté, la problématique de financement est en partie amputée à la structure de gouvernance dans l’entreprise ou le projet entrepreneurial du fait que l’entrepreneuriat en Algérie est caractérisé par sa petite taille est son statut familial, ses outils de gestion jugés trop conservateur et peu transparent aux yeux des spécialistes par des pratiques informelles, (sous déclaration, sous facturations) où la situation de trésorerie constitue une contrainte pour l’obtention d’un financement.
  1. ***Les différentes mesures d’appui pour faciliter l’accès au financement***

La modernisation et le renforcement du secteur financier sont des piliers clés dans la stratégie des autorités pour appuyer le développement entrepreneurial en Algérie. La grande question est comment faire bénéficier les entrepreneurs des avantages des méthodes modernes de financement en l’absence de structures spécialisées dans le financement des créations et de développement des entreprises. De ce fait, l’Etat a prévu des mesures et des dispositifs destinés à favoriser le financement des PME et les projets entrepreneuriaux en général. Le financement du secteur privé algérien, généralement les PME, exige l’intervention de l’Etat pour compenser au moins partiellement l’écart de risque entre grandes et petites entreprises, du point de vue bancaire.

* + 1. ***La création des fonds de garantie***

Parmi les mesures les plus importantes adoptées pour ce sujet figure la mise en place d’un fonds de garantie des crédits (FGAR) accordé aux PME en 2003 pour garantir les risques encourus par les banques et les établissements financiers dans l’octroi des crédits. D’après le décret exécutif du 28/03/2012, et dans le cadre du financement des programmes d’investissement des PME, le Fonds couvre en dépenses, les intérêts pendant la période de grâce et la bonification de l’intérêt d’un taux de 2% des prêts accordés par les banques et les établissements financiers aux entreprises algérienne. Le taux de garantie est compris entre 10 et 80 % du montant du crédit bancaire destiné à la création d’une nouvelle structure, développement et extension d’une structure ou renouvellement des équipements de l’entreprise. La période de grâce est déterminée par instruction du Trésor Public allant de 3 à 5 années selon l’exigibilité des crédits et le taux d’intérêt fixé.

* + 1. ***Les aides financières offertes par les dispositifs d’appui et d’accompagnement***

A l’instar de l’ANSEJ et la CNAC qui financent 28 à 29% du montant d’investissement de création ou d’extension par des crédits sans intérêt. De plus, l’ANSEJ offre d’autres prêts non rémunéré (PNR) supplémentaires : des PNR de 500.000 DA destiné aux diplômés de la formation professionnelle, pour l’acquisition de *véhicules ateliers,* le montant pour la prise en charge du *loyer des locaux* destinés à la création d’activités sédentaires et un PNR pouvant aller jusqu’à 1.000.000 DA, au profit des diplômés de l’enseignement supérieur, pour la prise en charge du loyer des locaux destinés à la création de *cabinets groupés*.

* + 1. ***Les aides financières offertes par le fonds national d’aménagement du territoire***

Dans le but d’un aménagement des zones rurales jugées désertées, un fonds national de l’aménagement du territoire a été mis en place. Les aides financières apportées par le biais de ce fonds en faveur des PME, sont de deux catégories : Des aides financières qui sont tributaires des efforts faits par ces PME dans la promotion des activités industrielles, artisanales et agricoles au niveau des territoires classés «zones rurales»; et celles de la délocalisation des activités des régions urbaines vers les zones rurales.

* + 1. ***Les mesures visant le développement du microcrédit***

Le microcrédit est introduit en Algérie 1999 pour faire face au chômage et à la pauvreté. Sa gestion a été initialement confiée à l’Agence de développement Sociale (ADS) puis il a été transféré à une agence spécialement créée pour le piloter : l’Agence Nationale de Gestion du Microcrédit (ANGEM). Le décret exécutif du 22/03/2011 définit le microcrédit comme un prêt accordé à des catégories de citoyens sans revenus et/ou disposant de petits revenus instables et irréguliers. Il vise l’intégration économique et sociale des citoyens ciblés à travers la création d’activités de production de biens et services ainsi que d’activités commerciales. Ce dispositif est destiné à la création d’activités, y compris à domicile, par l’acquisition de petits matériels et matières premières de démarrage et même pour l’exercice, il couvre également les dépenses nécessaires au lancement de l’activité.

* + 1. ***Les mesures visant le développement de l’activité de capital risque***

La pratique de capital risque est lancée en 2006, aujourd’hui on compte 4 fonds qui sont majoritairement détenues par l’Etat et sont assigné des objectifs stratégiques à savoir le développement du secteur marchand national hors-hydrocarbures avec pour corollaire la volonté de substituer progressivement une production locale aux importations.

Les fonds constituant la pratique Capital risque en Algérie sont :*Fonds National d’Investissement (FNI, 2009), Financière Algéro-Européenne de Participations (FINALEP,* 1991*), Algerian Saudi Investment Company (ASICOM, 2004), Société Financière d’Investissement, de Participation et de Placement (SOFINANCE, 2001)*. Mais à l’exception notable du FNI, leur activité de capital investissement demeure encore modeste (portefeuilles de participations peu étoffés et faiblement valorisés).

Par ailleurs, il a était crée un ***Fonds privé pour financer les Start--up algériennes****[[56]](#footnote-57)*: où des opérateurs algériens établis aux Etats-Unis ont décidé de créer un fonds privé d’investissements destiné à financer la création de ***start-up en Algérie***. Baptisé "***Casbah Business Angel***", ce futur fonds sera doté au démarrage d’un budget supérieur à ***100 millions de DA***. Le fonds sera ouvert à tous les investisseurs privés désirant y contribuer pour la réalisation de projets en Algérie dans des secteurs comme les technologies de l’information et de la communication (TIC) ou les énergies renouvelables.

* + 1. ***Les mesures visant le développement de l’activité de crédit-bail***

Le crédit-bail (leasing)[[57]](#footnote-58) est considéré comme étant le produit le mieux adapté au financement des PME-PMI puisque il se base sur la capacité de paiement de l’entreprise et les cash-flows dégagés de l’utilisation de l’équipement que la PME a choisi. Donc, le leasing présente différentes particularités par rapport à l’emprunt bancaire classique qui peut justifier son utilisation par des entreprises aux profils forts différents (financement complet, financement souple, facilité et rapidité de mobilisation …).Il se justifie alors d’une incitation plus forte à financer des entreprises risquées.

Afin renforcer le financement bancaire classique dans la cadre des actions entreprises pour la promotion financement du des PME/PMI, le leasing est introduit en Algérie en 1990 par la loi 90-10 du 14 avril 1990 relative à la monnaie et au crédit, mais, c’est l’ordonnance n° 96-09 du 10/01/96 qui est considérée comme étant la loi de base régissant le dispositif juridique du leasing. A partir de l’année 2001, l’activité a connu une évolution remarquable caractérisée conjointement par l’entrée progressive de nouvelles sociétés de leasing (telles que ALC en 2002, SNL en 2001, SOFINANCE) et une augmentation significative du recours des entreprises et des professionnels à cette formule de financement. L’ensemble des intervenants offrent des financements à moyen et long terme pour des taux d’intérêt qui sont plafonnés à 7% par la Banque d’Algérie. Leur offre avoisine 28 milliards de DA en juin 2011 contre 20 milliards de DA au 31 décembre 2010 ; donc, le secteur connait un nouveau souffle à la faveur de l’entrée en activité des sociétés publiques offrant ce produit destiné aux PME-PMI.

L’attrait fondamental de ce type de financement est fiscal, puisque tous les loyers considérés comme charges et déductibles de l’assiette de l’IBS au profit du crédit preneur (client) et possibilité d’amortissement accéléré. De plus, tous les biens financés en leasing sont exonérés de TVA (d’après la loi de finance 2012).

Cependant, en vertu de tous ces avantages et les mesures prises, le leasing ne concerne que très peu de PME/PMI ce qui fait appel à réaliser des campagnes d’information (séminaires, communication,..) pour faire connaître ce produit aux différents opérateurs économiques et de promouvoir la culture du leasing et ainsi facilité l’accès aux banques et aux sociétés de crédit-bail à l’information fiable.

De ces constats, il s’implique que, en plus du besoin de renforcer leur capacité intrinsèque et le cadre dans lequel évoluent le système financier en Algérie, des mesures doivent être entreprises pour permettre à ses institutions de moderniser leurs pratiques et procédures, notamment en améliorant leurs capacités en matière d’analyse et de gestion des risques ; le financement à long terme et le renforcement des modes de financement modernes (leasing, capital risque) qui est devenu plus que nécessaire pour le développement entrepreneurial.

1. ***l’enseignement et la formation de l’entrepreneuriat en Algérie***

L’entrepreneuriat est un comportement qui s’apprend où la formation et l’enseignement ont un effet culturel sur : les attitudes et les dispositions comportementales des individus ; la capacité cognitive pour améliorer les connaissances et l’évaluation des opportunités; et sur la capacité de transmettre les compétences requises pour démarrer et faire croître une entreprise[[58]](#footnote-59). Cependant, l’Algérie possède un taux faible d’adultes possédant les connaissances et les compétences nécessaires pour entreprendre. D’une part, la structure de l’entrepreneuriat en Algérie (dominance des TPE et des activités artisanales) ne permet pas le développement des compétences spécialisées[[59]](#footnote-60) ; et de l’autre part, très peu d’institutions d’enseignement qui proposent des formations en entrepreneuriat.

Or, la formation et l’enseignement peuvent être un milieu support d’incitation et d’alimentation du système de déclenchement à la création d’entreprises ; un milieu support pour l’insertion du créateur dans le réseau de démarrage ; et également un support d’accompagnement de l’entrepreneur. La formation et l’enseignement sont donc exemplaires car ils récapitulent l’ensemble des étapes de la création et portent également sur la création d’une culture entrepreneuriale et le développement d’habiletés entrepreneuriales au sein de la société. Cependant, l’enseignement de l’entrepreneuriat en Algérie est une préoccupation très récente pour les pouvoirs publics.

Le système éducatif algérien dans son ensemble, du primaire au secondaire, exclut l’entrepreneuriat des cursus alors que son rôle est fondamental pour informer les jeunes étudiants sur le secteur privé et l’entrepreneuriat avant d’entrer sur le marché de travail. Cela stimule d’associer l’enseignement académiques à des applications pratiques (pour l’enseignement supérieur par exemple) et à compléter les compétences techniques par les principaux concepts de gestion d’entreprise (au niveau des centres de formation professionnelle en exemple).

A cet effet, l’importance de l’université se matérialise à travers la sensibilisation des étudiants à l’entrepreneuriat en tant qu’alternative professionnelle possible et valorisante, qui peut avoir des effets sur les attitudes, les normes et les perceptions des étudiants quant à leurs choix de carrière[[60]](#footnote-61). Les universités sont les meilleurs endroits pour l’innovation ainsi que des endroits naturels pour la rencontre entre le savoir et la pratique pour cela, l’université doit renforcer ses liens entre les recherches menées et l’environnement des entreprises. Ainsi, l’enseignement de l’entrepreneuriat pourrait se matérialisé par les différentes pratiques qui encourageront et renforceront l’esprit de création d’entreprise ainsi que la coopération très forte qui pourrait naître entre universités, entreprises, professionnels et autres. Cette coopération a connu un développement très rapide dans les pays développés, par la mise en place de projets communs entre les deux types d’institutions. Malheureusement cette association demeure faible en Algérie.

Cela n’empêche que de nombreuses actions ont été entreprises dans le cadre de la promotion de l’entrepreneuriat. Nous pouvons distinguer trois catégories de formation et d’enseignement de l’entrepreneuriat :

* 1. ***La formation de type universitaire***

Parmi les expériences les plus répandues pour l’enseignement de l’entrepreneuriat, nous citons :

* + 1. ***Université Mentouri de Constantine***

Notamment la faculté des sciences économiques et sciences de gestion : qui par l’introduction du système LMD à partir de l’année 2004 s’est marqué par l’ouverture sur l’environnement international à travers des conventions avec et des universités étrangères, Le fruit de cet échange était :

* L’ouverture d’une licence professionnelle en entrepreneuriat et création d’entreprise ;
* La création d’une maison d’entrepreneuriat à l’université qui constitue la première expérience lancée en Algérie.

Aussi, a instauré une coopération avec l’agence nationale de soutien à l’emploi des jeunes à travers l’implication à la formation en entrepreneuriat et à l’encadrement des stages et le recrutement des diplômés en entrepreneuriat.

* + 1. ***L’école Supérieure Algérienne des Affaires (ESAA)***

C’est un établissement public à caractère administratif spécialisé créé par un accord intergouvernemental entre l’Algérie et la France. Parmi les différentes spécialités proposées par l’ESAA figure au niveau du master la spécialité « Entrepreneuriat ». Elle comporte principalement des cours spécifiques à la création d’entreprises qui s’articulent autour de trois thèmes génériques qui sont : l’entrepreneuriat, la valorisation de la recherche et le montage, l’aide et l’évaluation du projet.

* + 1. ***Ecole des hautes études commerciales EHEC (ex INC)***

Cette école a introduit un module intitulé « Introduction à l’Entrepreneuriat » qui est l’une des actions les plus importantes à la sensibilisation et la spécialisation des étudiants à l’entrepreneuriat. Par ailleurs, l’EHEC a institué le prix du meilleur business plan dont le but est de soutenir les porteurs de projets et les récompenser et a fait participer un jury pour l’évaluation composé de professionnels tels que les membres de l’agence nationale de soutien à l’emploi des jeunes (ANSEJ), les membres du centre de facilitation PME et chercheurs enseignants étrangers.

* + 1. ***Université Badji Mokhtar d’Annaba***

Cette université propose un master en entrepreneuriat et développement international, qui est un projet soutenu par la commission européenne TEMPUS dont l’objectif est de développer le potentiel entrepreneurial et international des étudiants et de favoriser ainsi l’insertion professionnelle de jeunes diplômés dans un contexte entrepreneurial mondialisé.

Par ailleurs, plusieurs universités qui s’impliquent de plus en plus dans la sensibilisation à l’entrepreneuriat à travers l’organisation des séminaires, des conférences, des colloques et les semaines mondiales de l’entrepreneuriat à l’instar de l’université de Biskra, Ourgla et l’Ecole Supérieur de Commerce.

* 1. ***La formation de type institutionnel***

Il existe certains programmes de formation de type institutionnel assurés par différentes institutions telle que l’Académie Algérienne de l’Entrepreneuriat (MDI Alger Business School) créée en 2010 avec la mission de promouvoir toute action en faveur du développement de l’entrepreneuriat algérien telles que la sensibilisation, la formation, l’incitation et d’accompagnement des entrepreneurs. L’académie envisage de créer une chaire d’entrepreneuriat et d’incubateurs au sein des unités de recherche.

Une autre expérience de formation à l’entrepreneuriat mais concerne les directeurs des dispositifs d’appui à la création d’entreprises de la wilaya d’Oran (centres de facilitation, pépinières d’entreprises, ANSEJ, CNAC, ANGEM et instituts de formation). Constitués désormais en réseau, ces dispositifs ont reçu au début de l’année 2012 un appui du programme DEVED (Développement économique durable) pour un réseautage entre eux et un renforcement des capacités des accompagnateurs[[61]](#footnote-62).

* 1. ***La formation dans le cadre d’associations***

Parmi les associations les plus actives dans ce domaine, l’*association* *Indjaz* qui offre des formations au sein des universités algériennes en collaboration avec le ministère de l’Enseignement supérieur dans le cadre d’un programme appelé « *Company program* » où les étudiants sont formés durant trois mois par des chefs d’entreprise à la création d’entreprises innovantes. Cette association a collaboré également avec l’Association internationale estudiantine en sciences économiques (AIESEC) et d’ETIC (Club universitaire à l’école supérieure d’informatique (ESI)) où ont fondé l’association *Rotaract Club Alger Est* pour objectif de promouvoir l’employabilité des jeunes et l’entreprenariat social, le développement économique durable et vert et la promotion de l’employabilité et l’entreprenariat de la femme rurale. Parmi ses actions, le Rotaract Alger Est a réuni une cinquantaine de femmes du village Amizour (Tizi Ouzou) pour leur apprendre à vendre leurs produits et à gérer leur comptabilité. Le but est qu’elles arrivent à commercialiser leurs produits.

Un autre exemple est *l’association d’aide à la création d’entreprises* située dans l‘Institut Supérieur de Gestion et Panification (ISGP) dont les membres sont composés principalement des enseignants. La formation que propose cette association relève davantage des besoins des porteurs de projets en intégrant les préoccupations liées à la concrétisation de leur idée telles que l’appréciation de l’idée (faisabilité technique) et la mesure de l ‘opportunité (de l’idée au marché). En effet, cette formation se focalise sur des aspects d’ordre technique à savoir : Le projet d’entreprise dans son environnement, Finance et système d’information de gestion, Droit du travail, Communication, Production, qualité et maintenance et Le montage financier.

Par ailleurs, *l’organisme allemande de coopération GIZ* en collaboration avec le ministère de la PME, ont lancé à Oran le Carrefour du jeune créateur avec un concours de lauréats. Cette manifestation, destinée à 500 participants et qui en a reçu 3.000 a permis le financement de cinq entreprises sociales très innovantes de jeunes de moins de 30 ans[[62]](#footnote-63).

Un dernier exemple à citer est celui de l’association *Algerian Start up Initiative (ASI)* (créée en 2009) qui organise annuellement un concours du meilleurs business plan des projet de startups pouvant bénéficier d’une incubation à l’incubateur de Sidi Abdellah à Alger, des séances de conseils et de coaching et d'un fonds d'investissement de la Silicon Valley. Cette même association a pu créer en 2011 le fonds d’investissement privé Casbah Business Angels.

Par ailleurs, selon une étude menée par M. Benguerna et A. Guedjali (2006) sur le paysage de la formation de l’entrepreneuriat, on ignorait les deux aspects suivants[[63]](#footnote-64) :

* les caractéristiques intrinsèques à l’individu telles que sa motivation, sa ténacité, sa passion, ses émotions, sa capacité à convaincre et son désir d’entreprendre qui pourraient être travaillé dans le cadre d’ateliers du développement de la personnalité en intégrant la dimension psychologique.
* Le deuxième aspect est celui de la configuration organisationnelle à mettre en place afin de produire ce qui est attendu par le marché. Cet aspect renvoie à la structure à mettre en place (organigramme, système de gestion…).

Pour conclure, l’accès au financement, à la connaissance et aux compétences sont des piliers indispensables à l'entrepreneuriat comme le confirment Izzrech et al., 2013[[64]](#footnote-65). En effet, enseigner, former à l’entrepreneuriat et promouvoir l’esprit d’entreprendre constituent un enjeu majeur pour notre pays. L’actualisation des programmes de formation est un défi qui doit être relevé par tous le système d’éducation et d’enseignement privé ou étatique.

***Section 3: les structures et les dispositifs d’appuis et de la promotion de l’entrepreneuriat en Algérie***

En vu de promouvoir les créations d’entreprises, l’Etat a instauré des différents dispositifs d’appui à l’entrepreneuriat correspondant le plus souvent à un souci politique, social et financier. Pour ce faire, un ensemble d’institutions et d’organismes mis en place depuis 1990 pour s’en charger de l'exécution des politiques publiques. Ces structures sont censées d’apporter un appui important en termes de financement, d'accompagnement des promoteurs et de formalisation de leurs activités pour assurer la promotion et le développement de l’entrepreneuriat en Algérie qui est une des priorités des politiques économiques essentiellement depuis 2011, une année qui a été marquée par le renforcement des capacités de ces institutions.

Cette section se propose de rendre compte des missions de ces organismes et leur rôle dans le développement entrepreneurial. On peut les classer selon deux groupes : les structures de promotion de l’acte d’investir en général et les structures d’aide à la création d’entreprises.

1. ***Les structures de promotion de l’acte d’investir***

En outre le Ministère de l’industrie, des petites et moyennes entreprises et de la promotion de l’investissement, il existe une pluralité des organismes gouvernementaux et des institutions spécialisées. Nous citons les suivants :

* 1. ***L’Agence Nationale de Développement des Investissements (ANDI)***

L’ANDI a été instituée par l’ordonnance n°: 01-03 du 20 août 2001 relative au développement de l’investissement et la loi sur la promotion de la PME qui succède à l’ancienne Agence Nationale pour la Promotion de l'Investissement (APSI créée en 1993). L’ANDI exerce ses missions sous l’autorité et le contrôle du CNI et gère en collaboration avec ce dernier le Fonds d’Appui à l’Investissement créé pour financer les travaux d’infrastructure nécessaires à la réalisation de l’investissement.

Ce dispositif, qui ne limite ni l’âge ni l’origine de l’entrepreneur, est destiné aux projets d’investissement supérieur à 135000 dollars US visant à stimuler l’industrie où il s’inscrit dans la logique d’attractivité du territoire. L’ANDI a pour tâche essentielle les missions suivantes[[65]](#footnote-66) :

* *Mission d’information*: il s’agit d’assurer un service d’accueil et d’information au profit des investisseurs, l’ANDI doit collecter, traiter, produire et diffuser toute information ou documentation nécessaire à une meilleure connaissance par les milieux d'affaires, des législations et réglementations en rapport avec l'investissement. Ainsi, elle a constitué des systèmes d'information permettant aux promoteurs d'accéder aux bases de données ;
* *Mission de facilitation* : l’ANDI est chargée de la mise en place du guichet unique décentralisé, de l'identification des obstacles entravant la réalisation des investissements et de la proposition des mesures organisationnelles et réglementaires telle que la simplification des réglementations et procédures et formalités constitutives des sociétés et de la réalisation des projets. Dans ce cadre, l'ANDI a lancé un nouveau service de "déclaration d'investissement on-line" pour une dé-bureaucratisation de l'acte d'investir et une réalisation rapide du projet ;
* *Mission de la promotion de l’investissement* : il s’agit de mettre en relation d'affaires et de facilitation des contacts des investisseurs non-résidents avec les opérateurs algériens et de promouvoir les projets et les opportunités d'affaires et de consolider l’image de marque de l’Algérie en participant aux différentes manifestations économiques ;
* *Mission d’assistance***:** il s’agit d'organiser un service d'accueil, de conseils, d’accompagnement, d'orientation et de prise en charge des investisseurs;
* *Mission de participation à la gestion du foncier***:** elle concerne la gestion du portefeuille foncier, collecter et diffuser toute information sur les disponibilités des assiettes foncières ;
* *Mission de gestion des avantages* : dans le cadre du dispositif en vigueur, l’agence assure l’octroi des avantages et identifier les projets présentant un intérêt particulier pour l’économie nationale ;
* *Mission de suivi* : Cette dernière mission consiste de développer un service d'observation et d'écoute et de suivi post-réalisation en direction des investisseurs, d'assurer un service de statistiques portant sur les projets enregistrés et sur l'état d'avancement de leur réalisation ainsi que sur les flux économiques qu'ils génèrent et de s'assurer du respect des engagements contractés par les investisseurs au titre des conventions.

Par ailleurs, pour la réalisation de ces missions, l’ANDI est chargée de constitution des guichets uniques décentralisés GUD au niveau de chaque wilaya.

* ***Le guichet unique GUD***

C’est un organe au sein de la structure de l'ANDI, regroupe les représentants locaux de l'ANDI ainsi que les administrations et les organismes concernés par l'investissement (celui du CNRC, des impôts, des domaines, des douanes, de l’urbanisme, de l’aménagement du territoire et de l’environnement, du travail ainsi que le représentant de l’APC).

Le principal but des GUD réside dans la simplification et l’allégement des procédures et de formalités pour la création d’entreprise et pour la réalisation de projets. En effet, le GUD est conçu pour être l’interlocuteur privilégié de l’investisseur qui l’assiste et l’accompagne en lui donnant toutes les informations nécessaires. Ainsi, le GUD est chargé de contribuer au développement local, de permettre l’accès à l’information en matière d’opportunités d’investissement locales et d’assurer une meilleure localisation des projets à travers la mise en synergies de tous les acteurs locaux concernés par l’investissement.

Concernant les résultats enregistrés et d’après les bases de données de l’ANDI, l’année 2011 est considérée comme l’année de l’investissement et de la relance de l’entreprise algérienne suite aux importantes décisions prises en leur faveur. A cet égard, on fait ressortir que[[66]](#footnote-67) :

* Le nombre de déclarations d’investissement recensées à l’échelle nationale durant la période 2002-2011 s’élève à 47 284, pour un montant global s’élevant à 6 578 522 de dinars avec création d’environ 754 452emplois ;
* Plus de 99 % du nombre de déclarations sont des investissements locaux pour un montant de 4 414 144 millions de DA présentés par des PME/PMI;
* 64,61% sont des nouvelles créations et 35% des extensions de projets comme l’indique le tableau suivant :

***Tableaux n° 11 : évolution des déclarations d’investissement par type d’investissement période 2002 – 2011***

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Type d'investissement | Nombre de projets | % | Montant (millions de DA) | % | Nombre d'emplois | % |
| Création | 30 552 | 64, 61 | 4.417 789 | 67,15 | 463 169 | 61,39 |
| Extension | 16 549 | 35,00 | 1.812 923 | 27,56 | 263 741 | 34,96 |
| Réhabilitation | 180 | 0,38 | 347 724 | 5,29 | 27 478 | 3,64 |
| Restructuration | 3 | 0,01 | 86 | 0,00 | 63 | 0,01 |
| TOTAL | 47 284 | 100 | 6.578 522 | 100 | 754 451 | 100 |

***Source : données de l’ANDI, avril 2012***

De plus, cet organisme a créé 155 905 postes d’emploi en 2009, soit un total de 998 945 emplois de 2002 à 2009 et ce à travers les réalisations des projets inscrits dans son cadre (19 729 projets en 2009), pour un investissement total de 6 706 875 millions de Dinars. Cependant, il est important de signaler que sur les 71 185 projets enregistrés depuis 2002, plus de 70% concernent le secteur des services, les activités stratégiques comme l’industrie et l’agriculture ne représentent que 10.74% et 2.54% respectivement. D’où la nécessité, pour les responsables d’agences de s’appliquer à encourager les initiatives de productions manufacturières[[67]](#footnote-68).

* 1. ***Le Conseil National de l’Investissement CNI***

Créé en 2001, ce conseil, composé des plus hautes instances de l’État (huit ministères) et présidé par le chef du Gouvernement et le secrétariat assuré par l’ANDI, est impliqué directement dans l’application de la législation relative à l’investissement. Les principales missions de ce conseil sont les suivantes[[68]](#footnote-69) :

* Etablir et proposer la stratégie et les priorités pour le développement de l’investissement et toutes mesures nécessaires à la mise en œuvre du dispositif de soutien et d’encouragement de l’investisseur;
* Etudier toute proposition d’institution de nouveaux avantages et leurs formalités d’accès ;
* Se prononcer, en liaison avec les objectifs d'aménagement du territoire, sur les zones devant bénéficier du régime dérogatoire ;
* susciter et encourager la création et le développement d'institutions et d'instruments financiers adaptés au financement de l'investissement ;
* Évaluer les crédits nécessaires à la couverture du programme national de promotion de l’investissement, encourager la création d’institutions et d’instruments financiers adaptés.

Il faut savoir que le CNI n’est pas une autorité administrative indépendante et que ses décisions et/ou recommandations ne s’adressent pas directement à l’investisseur mais sont destinées aux autorités en charge de la mise en œuvre des textes sur la promotion de l’investissement telles que l’ANDI.

* 1. ***Fonds d'Appui à l'Investissement FAI :***

Ce Fonds, créé en 2001, est géré par l’ANDI en collaboration avec le CNI. Il est destiné à financer la prise en charge la contribution de l’Etat dans le coût des avantages octroyés aux entreprises et de la couverture partielle ou intégrale des travaux d’infrastructures de ces dernières (arrivées d’électricité, de gaz, d’eau, les routes, les réseaux d’assainissement). Il est consacré particulièrement aux projets localisés dans les zones à développer et ceux soumis à convention.

* 1. ***L’agence nationale de développement de la PME (ANDPME)***

L’ANDPME a été créée en 2005 et mis en place au cours de l’année 2006 sous tutelle du Ministère de l’industrie, de la PME et de la promotion de l’investissement.Elle représente l’instrument de mise en œuvre de la politique nationale de développement de la PME qui aura à sa charge toutes les opérations de soutien et d'accompagnement au profit des PME et dont l'une des missions principales est la mise en œuvre du programme national de mise à niveau dans le but de permettre l'amélioration de la compétitivité des PME ainsi que le renforcement de leur positionnement sur le marché local et les marchés extérieurs.

Les missions qui ont été confiées à cette agence s’articulent autour des axes suivants :

* *Action de la mise à niveau de l’environnement institutionnel de la PME* : en assurant l’exécution, le suivi et la coordination des différents programmes de mise à niveau des PME ;
* *Actions sectorielles et régionales* : il s’agit de la mise en œuvre des stratégies sectorielles (analyse par branche d’activité) et l’évaluation de l’efficacité et l’efficience de leur exécution et l’identification des mesures par wilaya prioritaire;
* *Action de profil de la PME* : il s’agit de suivre la démographie des PME (création, cessation, et changement d’activité), de collecter et diffuser l’information spécifique aux activités des PME, de promouvoir l’innovation, l’usage des NTIC, l’expertise et le conseil en direction des PME.

En effet, l’ANDPME a pu réaliser plusieurs actions en direction de la PME et de son environnement. Elles concernent des actions de formation, organisation des séminaires, partenariat avec le programme DEVED de la GTZ (coopérations techniques Allemandes) qui porte essentiellement sur le management stratégique, le développement des ressources humaines et des capacités de diversification et d’innovation.

* 1. ***Le Conseil National Consultatif (CNC)***

Le CNC est un organisme consultatif. La principale fonction de ce conseil est la concertation, l'instauration, la pérennisation et la promotion du dialogue entre les petites et moyennes entreprises et les associations professionnelles d'une part et les organismes et les autorités publiques de l’autre part sur les questions d'intérêt national, de développement économique et particulièrement le développement du secteur de la PME pour permettre l'élaboration de politiques et de stratégies pour le développement de ce secteur ; encourager et promouvoir la création d'associations professionnelles et la collecte des informations qui concernent les employeurs et les associations professionnelles.

* 1. ***Conseil National pour la promotion de la sous-traitance***

Pour un objectif de densification du tissu des PME, il a été créé ce conseil dont la mission réside dans la promotion du partenariat entre les donneurs d'ordre et les PME sous-traitantes. Ce conseil pilote quatre Bourses Régionales de Sous-traitance et du Partenariat créées lors de la convention Algérie PNUD/ONUDI, dans l’objectif d’établir une banque de données industrielles sur la sous-traitance des entreprises. A cet effet, ces bourses constituent un espace d’information et d’animation pour les PME.

* 1. ***La caisse de garantie des crédits d’investissement CGCI***:

C’est une société par actions où toutes les banques et établissements financiers peuvent participer au capital. La principale fonction de cette caisse est de couvrir les risques attachés aux crédits d'investissement consentis aux PME pour but d’inciter les banquiers à donner plus de crédits d’investissements en garantissant le remboursement d'emprunts bancaires contractés par les PME au titre du financement d'investissements productifs de biens et de services portant sur la création et l'extension ainsi que le renouvellement de l'équipement de l'entreprise..

Les risques couverts par la caisse concernent la défaillance de remboursement des crédits octroyés et le redressement ou la liquidation judiciaire de l'emprunteur. Le niveau de couverture de la perte est de 80 % lorsqu'il s'agit de crédits accordés à une PME en création et de 60 % dans les autres cas avec un maximum de crédits de cinquante (50) millions de dinars[[69]](#footnote-70). En effet, à la fin d’octobre 2008, il a été garanti environs 2 milliard de DA de crédits soit près de 130 dossiers, ce qui a permis aux banques d’octroyer environs 4 milliard de DA de crédits effectifs. Ainsi, la caisse de garantie des crédits d’investissement complète les autres dispositifs d'aide au financement bancaire tel que le FGAR.

* 1. ***Fonds d’investissement de wilaya :***

Dans le cadre des dispositions de l’article 100 de l’ordonnance portant loi des finances complémentaire pour 2009, des fonds d’investissement ont été institués et mis en place par les pouvoirs publics au niveau de l'ensemble des wilayas du pays et dont la gestion pour le compte de l'État a été confiée, au titre de conventions signées avec le Ministère des Finances, à cinq (05) sociétés d'investissement dont trois (03) sont déjà opérationnelles. Il s'agit de: FINALEP, société mixte algéro /européenne, SOFINANCE, société créée par les cinq banques publiques, DJAZAIR ISTITHMAR dont le capital est détenu par la BADR et la CNEP Banque, Les deux banques Publiques restantes, la BEA et la BNA, seront chargées de gérer ces fonds, en attendant la création de leurs propres filiales spécialisées dans le capital investissement.

La mission principale de ces Fonds est faciliter l’accès des PME créées par les jeunes promoteurs (en dehors des activités du Commerce et d’Agriculture ayant le statut de SPA ou SARL) au financement par des prises de participation dans le capital jusqu’à 49% les cas suivants : le capital risque pour les PME en création, le capital développement, le financement de restructuration, transmission et rachat des participations détenues par une autre société de capital investissement dans l’objectif d’assurer la pérennité de la PME et la sauvegarde de ses emplois.

* 1. ***Fond de Garantie des Crédits aux Petites et Moyennes Entreprises FGAR :***

Ce fonds a été créé en 2002 mais il n’a été opérationnel qu’en 2004. L’objectif de ce fonds est de faciliter l’accès des entrepreneurs au financement bancaire à moyen terme afin de supporter le démarrage ou l’expansion de leurs PME à travers la présentation des garanties pour les entreprises[[70]](#footnote-71), exigées par les banques ce qui permet aux entrepreneurs de combler les insuffisances en matière de montage financier des projets.

Cette garantie est applicable sur un prêt à terme pour création d’une nouvelle activité économique; développement et extension d’une activité économique existante et renouvellement des équipements de l’entreprise. Ainsi, le FGAR a garanti depuis sa création au février 2011, 644 crédits au niveau national liés à des investissements totalisant 64 milliards de dinars, 306 parmi ces investissements, qui ont permis la création de 30.857 emplois à travers le pays, ont porté sur la création de nouvelles entreprises.

Par ailleurs, le Fonds peut également établir des conventions avec les banques et les établissements financiers concernant la prise en charge des risques ou toute autre mesure portant promotion et développement des PME.

1. ***Les structures d’aide à la création d’entreprises*** :

Ce deuxième groupe de structures concerne celles qui consolident le dispositif d’appui à la création d’entreprises.

* 1. ***L’Agence Nationale pour le Soutien à l’Emploi des Jeunes (ANSEJ)***

Créée en 1996 et mise en place en 1997, l’ANSEJ est un organisme national dotant d’une personnalité morale et d’une autonomie financière sous l'autorité du Premier ministre, et depuis 2001, son suivi opérationnel est attribué au ministre de l’action sociale et de la solidarité nationale. Ce dispositif, qui est représentée à l’échelle nationale à travers ses 53antennes, est considéré comme le second choix ou bien la seconde chance aux jeunes qui ne réussissent pas à intégrer le marché de travail puisque son rôle essentiel est le soutien à l’emploi de jeunes chômeurs porteurs d'idée de projet âgés de 19 à 35 ans et jusqu’à 40 ans si le projet proposé génère au moins trois emplois permanents, par l’aide à la création de micro-entreprises orientées plutôt vers l’artisanat et la TPE pour des montants d’investissements pouvant atteindre 10 millions DA et en encourageant toutes formes d’actions et de mesures de conseil et d’assistance financière et technique.

A ce titre, l’ANSEJ est chargée de :

* Soutenir, orienter et accompagner les jeunes entrepreneurs en leur assurant un encadrement, un coaching et une formation à la gestion d’entreprise et, en mettant à leur disposition toute information relative à l’exercice de leur activité (économique, technologique, législative et réglementaire) ;
* Offrir des aides sous différentes formes (financières et non financières) :
* *Les aides financières* : il s’agit des prêts non rémunérés représentant 28 à 29% « garanti par le fonds de caution mutuelle de garantie risques/crédits jeunes promoteurs(FCMGRCJP) » du coût global du projet et des bonifications des intérêts bancaires. Ainsi, l’ANSEJ propose deux formules de financement :
* **Mixte** : le montant d’investissement est constitué de 28 à 29% du financement de l’ANSEJ complété par l’apport personnel de l’entrepreneur ;
* **Triangulaire** : le montant d’investissement est composé d’apport personnel (1 à 2%), du financement de l’ANSEJ (28 à 29%) et du financement bancaire 70%
* *Les aides non financières* : il s’agit des avantages fiscaux et parafiscauxsoit en phase de réalisation ou bien d’exploitation et va même à la phase d’extension, ils comprennent l'exonération de taxe sur la valeur ajoutée TVA, sur les frais de transfert de propriété TAP, l'exonération des droits contractuels, de la taxe d'enregistrement et sur l’immobilier. L'exonération totale des impôts sur les bénéfices des sociétés IBS et sur le revenu.
* Prendre en charge le suivi des investissements et le suivi de l’application des cahiers des charges;
* Jouer le rôle d’intermédiaire entre les banques et les différents organismes et institutions financiers et les entrepreneurs investisseurs ;
* Mettre en place des conventions avec plusieurs universités pour promouvoir l’esprit d’entreprendre chez les étudiants en favorisant l’exploitation de leur potentiel en direction de projets innovants et porteurs de développement telles que les maisons d’entrepreneuriat ouvertes à l’université de Constantine et de Batna, et de plus la convention de partenariat économique Algérie Télécom et la SONELGAZ.

Au fait, l’ANSEJ se propose de fournir un soutien financier, technique, et moral aux créateurs d’entreprises et veille à la pérennité de ces entreprises créées.

Ainsi, le nombre de projets financés enregistre une augmentation continue où il passe de 7 279 projets en 1998 à 10 000 projets en 2000 et à 6 700 projets en 2004. De 12 000 projets en 2005, le nombre a doublé en 2009 pour atteindre 24 869 projets et a dépassé les 30 000 projets à partir de 2010. Le nombre de projets financés est passé à 42 621 en 2011 et a encore augmenté en 2012 pour atteindre 62 812 projets créant 164 530 nouveaux emplois soit un taux de 2,5 emplois par projet[[71]](#footnote-72) dont le secteur des services prend la part de lion pour les projets créés suivi par le BTP et l’agriculture.

* 1. ***La Caisse Nationale d’Allocation Chômage (CNAC****)*

Ce dispositif qui se situe à mi-chemin entre ceux de l’ANGEM et de l’ANSEJ a été créé en 1993 pour une mission initiale qui est la réinsertion et la prise en charge les personnes renvoyées dans le cadre de la restructuration du système productif au cours des années 1990. Cette mission initiale est toujours valable, mais depuis 2003, la CNAC tend beaucoup plus vers l’aide à la création et l’extension des activités économiques et ne se limite plus exclusivement aux personnes ayant perdu leur emploi mais elle cible tout chômeur âgé entre 35 et 50 ans désirant créer une entreprise seuls ou en groupe, possédant une qualification professionnelle ou un savoir-faire en liaison avec le projet pour la production de biens ou de services à l’exception de l’activité de revente en l’état.

Dans ce cadre, la CNAC propose un programme de formation spécifique concernant l’employabilité au sein de ses clubs assuré par les équipes conseillères de la Caisse. A ce niveau, la CNAC délivrent des attestations validant les acquis professionnels des personnes qui ont un savoir-faire et une expérience sans diplôme et ce après des tests gratuit à son niveau.

Depuis 2011, la CNAC, avec son réseau régional d’une cinquantaine d’agences de wilaya, offre les mêmes services que propose l’ANSEJ avec une seule différence du groupe d’âge. Ces services portent aussi bien sur l’accompagnement des entrepreneurs, des aides financières (prêt triangulaire et mixte) pour un montant d’investissement pouvant atteindre 10 millions de DA avec une bonification des taux d’intérêts, la réduction des droits de douanes, des exonérations fiscales.

Concernant les résultats de la CNAC, les experts indiquent qu’ils ne sont pas satisfaisants vu que le nombre des entreprises créées reste très faible par rapport au nombre de demandes. A titre d’exemple, les données en 2008 indiquent que 61 414 dossiers ont été réceptionnés depuis avril 2004. Le nombre de dossiers déposés auprès des banques est de 25 679, dont 14 064 ont reçu des notifications d’accord bancaire. Cependant, seules 10 261 entreprises ont été créées (soit 39,9% de l’ensemble des dossiers qui ont abouti à la Banque), ce qui a permis l’offre de 26 590 emplois (Soit une moyenne de 2,67 emplois par entreprise[[72]](#footnote-73). Néanmoins, la CNAC a conduit à la création au cours de l’année 2012 de près de 34 801 micro-entreprises qui auraient généré plus de 87 000 emplois grâce aux prêts qu’elle accorde à taux de 0% couvrant jusqu’à 25% du montant d’investissement soit une augmentation de 88 % par rapport à 2011 (18 490 projets) dont 1,5 % seulement qui ont éprouvé des difficultés à rembourser les prêts bancaires[[73]](#footnote-74).

* 1. ***Agence Nationale de Gestion des Microcrédits ANGEM :***

C’est un dispositif de microcrédit remplaçant l'Agence de Développement Social (ADS). L’ANGEM a été créée en 2003 visant l’intégration sociale et économique des populations les plus démunies sans revenu ou à revenus instables et irréguliers notamment les petits artisans, travailleurs à domicile, femmes au foyer, … qui souhaitent créer une activité de production de biens et services.

Actuellement, l’ANGEM est représentée sur l’ensemble du territoire national par un réseau de 10 centres régionaux, 49 agences de wilayas et 549 unités de soutien dans 85% des Daïras avec une mission principale, de plus du conseil et l’accompagnement des promoteurs, le financement par microcrédit pour des montants de crédit de 100 000 à 1 million DA sous deux formes basées sur le même modèle de l’ANSEJ à savoir :

* *Financement mixte* : il implique l’ANGEM et le promoteur, destiné pour l’achat de la matière première dans le cadre de la création d’activités sous forme de prêt sans intérêts ou prêt non rémunéré (PNR) et dont le coût a été augmenté de 30.000 DA à 100.000 DA et passe à 250.000 DA dans les wilayas du Sud sans exigé un apport personnel alors que auparavant le promoteur devait apporter 10% du coût global de la matière première.
* *Financement triangulaire* : il implique l’ANGEM, le promoteur et une banque, destiné à l’acquisition de petits matériels et équipements, ainsi que la matière première de démarrage dans l’activité pour un coût d’investissement ne dépassant pas 1 million DA dont l’apport personnel exigé au promoteur est de 1%, de l’ANGEM est 29% et la de banque est 70%.

Par ailleurs, la durée du remboursement du PNR du microcrédit pour l’achat de la matière première est de 24 à 36 mois, quant au remboursement du microcrédit octroyé dans le cadre du financement triangulaire à 5 ans, pour le remboursement du crédit bancaire est à 3 années.

Commençant avec moins de 4 000 crédits en 2005, l’ANGEM a connu une évolution très positive notamment après 2011 dans le nombre d’entreprises financées. Elle a atteint le seuil de 451 608 projets à la fin 2012, dont près de 423 000 étaient destinés à l’achat de matières premières pour des activités domestiques. En ce qui concerne l’emploi, on estime 1,5 emploi/crédit. Depuis sa création jusqu’à ce jour, l’agence aurait généré près de 680 000 emplois. Plus de la moitié (56 %) de ce chiffre a été réalisée après l’année 2011[[74]](#footnote-75).

* 1. ***Les pépinières d’entreprises***

Instaurées par le décret exécutif n° 03-78 du 25 février 2003[[75]](#footnote-76), et organisées en EPIC (Etablissement public à caractère Industriel et commercial), La pépinière a pour objectif dans une première étape la sensibilisation des futurs porteurs d’idées sur le rôle et l’intérêt des pépinières et dans une deuxième étape la formation et la préparation des porteurs de projets au lancement de leur activité. Pour ce faire, les Pépinières d’Entreprises ont pour mission de :

* Accueillir, héberger, assister, accompagner et suivre pour des périodes limitées, dans le temps, des entreprises naissantes ainsi que des porteurs de projets ;
* Offrir des conseils personnalisés dans les domaines : juridique, comptable, commercial et financier, et en terme d'initiation aux techniques de gestion durant la phase de maturation aux porteurs de projets ;
* Examiner les plans d’affaires des futurs locataires porteurs de projets au sein de la pépinière ;
* Etudier et proposer les moyens et les instruments de promotion et d'implantation de nouvelles entreprises;
* Mettre à la disposition des entrepreneurs les moyens logistiques et les prestations de service tels que : des bureaux ou locaux à durée déterminée, mobilier bureautique et matériel informatique, documentation, moyens de communication et de reprographie, réseau internet, Fax, téléphone, photocopie et tirage…etc.

D’après le même décret, les pépinières d’entreprises se présentent comme structures d’appui sous l’une des formes suivantes :

* Incubateur : pour la prise en charge des porteurs de projets dans le secteur des services ;
* atelier relais : pour la prise en en charge des porteurs de projets dans le secteur de la petite industrie et les métiers d'artisanat ;
* hôtel d'entreprise : pour la prise en en charge des porteurs de projets issus du domaine de la recherche.

Ainsi, ces pépinières assurent l'accompagnement et le suivi des porteurs de projets hébergés avant et après la création de leur entreprise.

Les Wilayas concernées par des incubateurs sont au nombre de onze : Alger, Sétif, Constantine, Oran, Laghouat, Batna, Blida, Tlemcen, Annaba, El Oued et Tizi-Ouzou ; alors que les Wilayas concernées par des « Atelier relais » sont au nombre de quatre : Alger ; Sétif ; Constantine ; et Oran. Concrètement, on dénombre sur le territoire national, 4 pépinières en activité, il s’agit de celle d’Annaba, Oran, Ghardaia et Bordj Bou Arréridj. Le nombre total des projets hébergés au niveau de ces structures a atteint 23. Les activités des projets hébergés sont diversifiées : secteur des TIC, service, agro‐alimentaire,…, néanmoins, il y a lieu de signaler l’existence du caractère innovant (fibre optique et GPS, production de la signalétique, énergie et application solaire,…). Aussi sur un nombre de 23 projet hébergés 08 sont créés par des femmes.

Par ailleurs, nous pouvons ajouter le parc technologique Cyberparc de Sidi Abdellah qui concerne principalement les activités notamment aux TIC et comprend des centres de transfert de technologie, des incubateurs, des pépinières, des agences d'aide aux petites entreprises et un observatoire des TIC.

En dehors de ces informations font référence aux pépinières d’entreprises, aucune étude ou publication disponible fait mention de ces établissements, ni de leur situation ou de leur développement. Nous ne connaissons donc pas leur état réel ou leur impact sur le développement entrepreneurial[[76]](#footnote-77).

* 1. ***Les centres de facilitation***

Les centres de facilitation Institués par le décret exécutif n° 03-79 du 25 février 2003[[77]](#footnote-78) sont des établissements publiques à caractère administratif chargés des formalités de constitution, d'information, d'orientation, d'appui et d'accompagnement des petites et moyennes entreprises en activité ainsi que des porteurs de projets. Les services suscités sont offerts aux entreprises naissantes, en extension de capacité et dans les cas de reprise des activités**.** Il s’agit de développer un guichet approprié aux besoins des propriétaires d'entreprises et les entrepreneurs afin de les aider en matière de formalités administratives dans la phase de création de leurs entreprises et réduire le délai de création d’entreprises et la gestion des dossiers qui ont bénéficié du soutien des Fonds crées au sein du Ministère concerné ce qui ne faut pas confondre avec les attributions des pépinières d’entreprises dont la mission est de permettre à des PME pour une période déterminée, de démarrer l’activité.

Les centres de facilitation ont pour missions :

* Accompagnement dans la réalisation des démarches administratives ;
* Informer, orienter et faciliter l’accès aux différents dispositifs d’aide et de financement les plus adéquats (ANGEM, ANSEJ, CNAC ou ANDI), et constituer un lieu de rencontre entre les milieux d’affaires et l’administration ;
* Vérifier la bonne adéquation entre le projet, le secteur d’activité et le profil du promoteur et proposer un programme de formation, coaching et de conseil en management d’entreprise pour développer la culture d’entreprises ;
* le développement de la compétitivité, la diffusion des nouvelles technologies et assurer le pré-conseil technologique ;
* Favoriser le développement de nouvelles technologies par la couverture éventuelle et/ou partielle des frais engagés avec les laboratoires de recherche

Cependant, sur les 33 centre de facilitation programmés, 10 centres sont opérationnels (celles de Tipaza, Oran, Adrar Bordj Bou Arreridj, Illizi, Jijel, Tamanrasset, Naâma, Tindouf et Djelfa) et 8 en voie de démarrage. Le bilan d’activité de ces structures depuis leur création jusqu’au Octobre 2011 indique que le nombre total des projets accueillis depuis le démarrage effectif de ces structures a atteint 2275 dont 649 ont été accompagnés : parmi les porteurs de projets reçus au niveau de ces centres, 28,5% ont bénéficié de l’accompagnement de ces centres (sur les 649 projets, 15 Business Plan ont été élaborés et 14 sont en cours d’élaboration)[[78]](#footnote-79).

* 1. ***Fonds National de la Zakat***[[79]](#footnote-80)

En 2003, par la diligence du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, il a été créé le Fonds National de la Zakat en se référant aux expériences de quelques pays arabes et musulmanes pionnières dans le domaine. Ce Fonds devait être un dispositif de relance économique en tant que moyen d’incitation à l’investissement et à la création d’emplois. En effet, nous pouvons considéré que *les principes du Fonds de la Zakat correspondent aux principes de l’entrepreneuriat solidaire* puisque il s’agit à la fois d’une obligation financière, d’un acte de solidarité et d’une pratique religieuse qui joue un rôle important dans le renforcement de la fraternité entre les membres de la société par sa contribution dans la répartition équitable des richesses, dans l’éradication de la pauvreté et dans la promotion du développement économique[[80]](#footnote-81).

La Zakat est collectée par ce Fonds soit directement de les contribuables à partir de son compte courant postal ou bien par l’intermédiaire des mosquées. La Zakat n’ait destinée à l’investissement sous forme de prêts sans intérêt (*crédit Al Hassan*) que si la récolte a dépassé 5 millions de dinars pour un pourcentage de 37,5% et le reste est pour la consommation et la prise en charge des dépenses du Fonds.

En effet, Le fonds de la zakat a récolté 600 milliards de centimes au total entre 2003 et 2011, dont 37,5% sont orientés vers le crédit *Al* *Hassan* pour la création de petites entreprises, qui peut atteindre 50 millions de centimes à zéro pour cent de taux d’intérêt et remboursable en 5 ans, et 50% au crédit consommation au profit des démunis[[81]](#footnote-82).

Le tableau suivant indique l’évolution du nombre des crédits *Al Hassan* entre 2004 et 2007 :

***Tableau N°12 : évolution du nombre de crédit « Al Hassan » octroyés par le Fonds National de la Zakat entre 2004 et 2007***

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Année | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
| Nombre de projets | 242 | 600 | 1214 | 1350 |

***Source : données du ministère des affaires religieuses***

Selon le ministère des affaires religieuses, le crédit Al Hassan a permis à ce jour la création d’au moins 12 000 emplois. S’agissant du remboursement, «la plus part des bénéficiaires ont remboursé et certains ont demandé un nouveau crédit », ainsi, plus de 4 400 jeunes ont bénéficié de ce crédit pour la création de leurs entreprises sur près de 2 millions d’Algériens ayant reçu la zakat, dont 60% du total des bénéficiaires sont des femmes.

Cependant, ces résultats restent très loin du potentiel et des capacités que peut ce Fonds les réaliser. Cet état de fait est essentiellement dû au manque de confiance du simple citoyen, qui préfère encore emprunter le chemin traditionnel en la matière en remettant sa zakat, par ailleurs, le concept du fonds n’est pas suffisamment vulgarisé. Ceci nécessite une implication plus soutenue des pouvoirs publics et une «institutionnalisation du fonds» pour qu’il ne soit pas une activité juste saisonnière.

1. ***Les caractéristiques des dispositifs d’aide à la création d’entreprises en Algérie***

L’introduction d’instruments telles que l’ANDI et l’ANSEJ, ANGEM a représenté un réel encouragement au développement entrepreneurial et sont considérés comme un acteur principal dans l’appui et dans l’aide à la création des PME. Il existe encore d’autres organisations d’appui telles que les Chambres Nationales de Commerce et d'Industrie (CACI), Fond National de Promotion des Activités Artisanales (FNPAAT), Agence Nationale de Valorisation des Résultats de la Recherche et du Développement technologique (ANVREDET), Agence de Développement Social (ADS)…etc. Cependant, leur nombre reste jugé insuffisant et leur émergence reste encore récente.

Néanmoins, plusieurs constats peuvent être faits à propos de ces dispositifs :

* Malgré la multitude de dispositifs et des structures existent, ces derniers suivent un même mode de fonctionnement notamment depuis 2011, seuls les montants de crédits et les groupes d’âges qui diffèrent ce qui amène à une confusion entre les différents programmes d’aide. De plus, la pluralité des sujets qui gèrent les mêmes domaines pourrait provoquer des problèmes de coordination ou de conflits de compétence de ces dispositifs.
* De plus, la plupart de ces dispositifs sont jeunes (créés après 1990) reposant sur des principes de bienfaisances sociales et économiques pour répondre aux problèmes de chômage. En effet, ils visent à la réinsertion des chômeurs dans le monde du travail[[82]](#footnote-83). Dans cette voie, les chiffres du ministère du Travail, de l’Emploi et de la Sécurité sociale confirme que pas moins de 2083133 postes d’emplois ont été créés sur deux années (de 2009 à 2011), plus de 600 000 ayant été réalisés durant le seul exercice 2010-2011 où les trois agences (ANSEJ, CNAC et ANGEM) ont contribué, à la fin 2011, à 15 % de la génération d’emplois[[83]](#footnote-84).
* Ainsi, leur programmes correspondent souvent à un souci politique et social en dépriment de l’approche économique permettant la création d’entreprises rentables et pérennes.
* Une des conséquences de cette approche politique et sociale est que la plupart des nouvelles créations se sont dirigées vers le secteur des services sous forme d’activités artisanales ou TPE.
* La plupart de ces dispositifs se sont focalisées sur le soutien financier en offrant des avantages, notamment par des exonérations fiscales et mêmes financières (taux d’intérêt bonifiés sur les crédits accordés, franchise de la TVA, réduction des droits de douane pour le matériel importé) ;
* En effet, les offres de ces dispositifs sont peu ou pas du tout adaptées aux besoins des entrepreneurs et à la nature des activités à créer. A cet égard, ces dispositifs se basent principalement sur l’appui financier sans réalisation d’études préalables fiables pour déterminer le besoin de chaque projet d’une façon appropriée ou un contrôle et un suivi des projets financés. Jusqu’à ce jour, aucun contrôle et aucune évaluation n’ont été menés auprès des bénéficiaires à la fin des programmes d’où on révèle une absence d’une base de données et d’un suivi rigoureux des projets.

Enfin, l’appui à l’entrepreneuriat peut être effectivement très efficace, si ces dispositifs d’appui prennent en compte le processus entrepreneurial dans toute sa multi-dimensionnalité, c’est à dire ils doivent aussi repérer les compétences entrepreneuriales du porteur de projet, et en décelant aussi le projet qui peut réellement se transformer en entreprise et mettre l’accent sur la promotion de l’esprit d’entreprise, les comportements, les aptitudes et les attitudes entrepreneuriaux chez les jeunes sollicitant son appui.

***Conclusion du chapitre 2***

Ce chapitre avait l’objet de projeter les éléments de l’environnement entrepreneurial en Algérie. Nous avons essayé d’exposer le contexte d’émergence de l’entrepreneuriat et déceler son évolution, ses caractéristiques et son rôle dans le développement économique ; enfin, nous avons examiné les différentes mesures et mécanismes mis en place pour le développement et la promotion de l’entrepreneuriat. Ce dernier se veut être la pierre angulaire du développement économique de notre pays mais aussi il faut préciser que d’autres missions lui sont attribuées notamment sociales.

En effet, une série de réformes sont conçues par des mesures successives accordées en particulier au système financier, le cadre réglementaire, la fiscalité et la création des dispositifs et des structures d’appui et d’accompagnement à l’entrepreneuriat. Ces mesures posent de nouveaux principes en matière de création d’entreprises en Algérie. C’est ainsi qu’en complément des allègements des charges fiscales et l’octroi des prêts non rémunérés, de nouvelles facilitations sont accordées aux créateurs d’entreprises dans le cadre des différents dispositifs tels que l’ANSEJ, la CNAC, l’ANGEM et l’ANDI.

Cependant, en dehors du fait que la création d’entreprise nécessite un appui financier et matériel, l’appui par la formation est une autre clé des mesures de la promotion de l’entrepreneuriat. La mise en place d’une telle dynamique doit s’accompagner par l’émergence et le développement d’espaces et des lieux de formation et d’enseignement en faveur des créateurs d’entreprises pour que la formation à l’entrepreneuriat puisse y contribuer en cultivant et promouvant l’esprit d’entreprendre et les connaissances de base de l’activité entrepreneuriale au sein de la société algérienne.

Toutefois, malgré les efforts du gouvernement en matière d’appui à l’entrepreneuriat, ce dernier n’est pas encore arrivé à un véritable dynamisme comparativement aux efforts mis en place. Dans cette optique, il apparait important d’essayer de mettre un état comparatif entre le cadre d’appui à l’entrepreneuriat en Algérie et ceux des pays développés et les pays voisins afin de déterminer les meilleurs critères que doivent posséder les mécanismes d’appui à l’entrepreneuriat en Algérie pour un meilleur développement entrepreneurial : c’est l’objet de du chapitre qui suit.

1. MELBOUCI L., *Le capital social et le comportement innovateur de l’entrepreneur algérien*, 9ème colloque international sur l’entrepreneuriat et la PME (CIFPME), Louvain-la-Neuve, 28 au 31 octobre 2008, page 3. [↑](#footnote-ref-2)
2. AKNINE S R., FERFERA MY., *Entrepreneuriat et création d’entreprise en Algérie : une lecture à partir des dispositifs de soutien et d’aide à la création des entreprises*, revue des sciences économiques et de gestion, 56-78, n°14, Université de Sétif, 2014, page 68. [↑](#footnote-ref-3)
3. GHARBI S., *les PME/PMI en Algérie : état des lieux*, cahiers du Laboratoire de Recherche sur l’Industrie et l’Innovation université du Littoral Côte d’Opale, N°238, Calais, Mars 2011, page 6. [↑](#footnote-ref-4)
4. Idem. [↑](#footnote-ref-5)
5. ASSALA K., *PME en Algérie : de la création à la mondialisation*, 8ème congrès internationale francophone en entrepreneuriat et PME sous le thème : L’internationalisation des PME et ses conséquences sur les stratégies entrepreneuriales Haute école de gestion (HEG) Fribourg, Suisse, 25-26-27 octobre 2006, page 2. [↑](#footnote-ref-6)
6. RAMDANE M. O., *l’Algérie sur le chemin des réformes*, Communication du Forum des Chefs d'Entreprises : Le Développement du Secteur Privé, Palais Du Senat, Paris, 18 Octobre 2001, page 4. [↑](#footnote-ref-7)
7. La moyenne entreprise est définie comme une entreprise employant de 50 à 250 personnes et dont le chiffre d’affaires et compris entre 200 millions et 2 milliards de DA ou dont le total du bilan est compris entre 100 et 500 millions DA. La petite entreprise est définie comme une entreprise employant de 10 à 49 personnes et dont le chiffre d’affaires annuel n’excède pas 200 millions de DA ou dont le total du bilan n’excède pas 100 millions de DA. La très petite entreprise ou micro-entreprise, Y est définie comme une entreprise employant de 1 à 9 employés et réalisant un chiffre d’affaires annuel inférieur à 20 millions ou dont le total du bilan n’excède pas 10 millions de DA. ». [↑](#footnote-ref-8)
8. AYAD A., HABICHOU H., LAKHDARI H., *Le rôle des organisations professionnelles dans l’accompagnement des PME en Algérie*, la revue de l’économie & de management, université de Tlemcen, N° 9, octobre 2009, page10. [↑](#footnote-ref-9)
9. FIRLAS M., *Impact des politiques d’aide à l’entrepreneuriat sur l’émergence d’esprit d’entreprise chez les jeunes*, mémoire de magister en sciences de gestion, université Mouloud Mammeri, Tizi-Ouzou, juin 2012, p105. [↑](#footnote-ref-10)
10. CAPRON H., op.cit, page14. [↑](#footnote-ref-11)
11. KADI M., *Relation entre PME et emploi en Algérie : quelle réalité ?*, colloque internationale sur l’évaluation des effets des programmes d’investissements et leurs retombés sur l’emploi, l’investissement et la croissance économique, université de Sétif, 11-12 mars 2013, page 5. [↑](#footnote-ref-12)
12. ASSALA, op.cit, 2006, page 4. [↑](#footnote-ref-13)
13. HAMMOUDA N.; LASSASSI M., op.cit, page. 8. [↑](#footnote-ref-14)
14. SI LEKHAL K, *le financement des PME en Algérie : difficultés et perspectives*, revue des recherches économiques et managériale, N° 12, université de Biskra, décembre 2012, p51. [↑](#footnote-ref-15)
15. VERSTREATE T., FAYOLLE A., op.cit, 2005, page 37. [↑](#footnote-ref-16)
16. Bulletin d’informations statistiques, Ministère de la PME et de l’artisanat, N°16, 2009 sur le site : <http://www.pmeart-dz.org> consulté le 19.06.2010 à 17H00. [↑](#footnote-ref-17)
17. Idem. [↑](#footnote-ref-18)
18. Selon l’ONS, cette sous estimation s’explique essentiellement par la contrainte afférente au recensement uniquement des entités exerçant leur activité au sein d’un local fixe. [↑](#footnote-ref-19)
19. KADI, op.cit, 2013, p7. [↑](#footnote-ref-20)
20. BOUYAKOUB A., *entrepreneuriat, territoire et capital humain*, colloque international : création d’entreprise et territoire, centre universitaires de Tamanrasset, 03 et 04 Décembre 2006, page 12. [↑](#footnote-ref-21)
21. MERZOUK F., *PME et compétitivité en Algérie*, Revue économie et management, n° 09, université de Tlemcen, oct. 2009, page 12. [↑](#footnote-ref-22)
22. Idem. [↑](#footnote-ref-23)
23. TOUNES A.; ASSALA K., *Influences culturelles sur des comportements managériaux d’entrepreneurs algériens*, 5ème congrès international de l’académie de l’entrepreneuriat, Sherbrooke, 3-5 octobre 2007, page 1. [↑](#footnote-ref-24)
24. La question de la rente pétrolière au cœur du développement économique de l’Algérie où le prix du baril demeure encore une variable d’ajustement décisive, il définit le taux de change par l’offre de devises qui reste le fait quasi exclusif des exportations d’hydrocarbures. [↑](#footnote-ref-25)
25. RAMDANE M. O., op.cit, page 2. [↑](#footnote-ref-26)
26. Bulletin du ministère des PME, op.cit, 2009. [↑](#footnote-ref-27)
27. BOUZAR C, *Les PME/PMI en Algérie : contraintes, soutien étatique et impact sur l’emploi*, 10ème forum international et 8e école doctorale de l’association tunisienne des économistes, Hammamet, 5-6-7 juin 2014, page 2. [↑](#footnote-ref-28)
28. A titre comparatif, la valeur ajoutée des PME en Union Européenne correspond à 57,6 % du total en 2005. [↑](#footnote-ref-29)
29. MERZOUK, op.cit, 2009, p6. [↑](#footnote-ref-30)
30. HAMMOUDA N., ASSASSI M., op.cit, page 9. [↑](#footnote-ref-31)
31. Rapport de l’ONU, *Examen de la Politique de l’Investissement : Algérie*, Conférence sur le commerce et le développement, 2004, page 24. [↑](#footnote-ref-32)
32. HALIMI W., BENKHALDI N., *Le sculptage de la PME dans un contexte de mutations récentes*, Colloque International sur « Les exigences de la mise à niveau des PME dans les pays arabes », Université de Chlef, 17 Avril 2006, page 138. [↑](#footnote-ref-33)
33. Rapport de l’ONU, op.cit, 2004, page 24. [↑](#footnote-ref-34)
34. BOUZAR C., op.cit, 2014, p16. [↑](#footnote-ref-35)
35. AKNINE S R., FERFERA MY., op.cit, 2014, p66. [↑](#footnote-ref-36)
36. Rapport de la Banque Mondiale, *Going Beyound Efficiency, Economy Profile: Algeria*, Doing Business, 2015, P8. [↑](#footnote-ref-37)
37. Idem. [↑](#footnote-ref-38)
38. *Guide investir en Algérie*, édition KPMG Algérie, 2011, page 57. [↑](#footnote-ref-39)
39. Pour plus de détail voir le site des PME en Algérie : [http://algeria.smetoolkit.org/algeria/fr/index consulté le 02.12.2011](http://algeria.smetoolkit.org/algeria/fr/index%20consulté%20le%2002.12.2011) à 20h00. [↑](#footnote-ref-40)
40. Rapport de Doing Business, op.cit, 2015, P8. [↑](#footnote-ref-41)
41. Rapport du premier recensement économique, 2011. Collections statistiques, n°172. Série statistiques économiques n°69. ONS, 2012. [↑](#footnote-ref-42)
42. Bulletin d'information trimestriel de l'Agence Nationale d'Intermédiation et de Régulation Foncière, ANIREF Voice, N°12, Décembre 2011, page 6. [↑](#footnote-ref-43)
43. Guide investir en Algérie, op.cit, 2011, page 39. [↑](#footnote-ref-44)
44. BOUZAR C., op.cit, 2014, p14 [↑](#footnote-ref-45)
45. Guide investir en Algérie, op.cit, 2011, page 39. [↑](#footnote-ref-46)
46. Bulletin d'information trimestriel de l'Agence Nationale d'Intermédiation et de Régulation Foncière, ANIREF Voice, N°7, Octobre/Décembre 2010, page 2. [↑](#footnote-ref-47)
47. Rapport de la banque Mondiale, Doing Business (voir [http://francais.doingbusiness.org/rankings consulté le 29/01/2014](http://francais.doingbusiness.org/rankings%20consulté%20le%2029/01/2014) à 11H00). [↑](#footnote-ref-48)
48. TABET-AOUEL W., BENDIABDELLAH A., *Le financement de l’Entrepreneuriat en Algérie, des solutions de conjoncture* in Regards croisés sur les pratiques d’accompagnement entrepreneurial, op.cit, page 394. [↑](#footnote-ref-49)
49. Voir annexe n°1pour plus de détail sur la structure du système financier [↑](#footnote-ref-50)
50. RAMDANE M. O., op.cit, 2001, page 4. [↑](#footnote-ref-51)
51. Rapport de l’ONU, op.cit, page 76. [↑](#footnote-ref-52)
52. BOUZAR C, op.cit, 2014, p10. [↑](#footnote-ref-53)
53. Il est à souligner que les dispositifs d’aide et d’appui à l’entrepreneuriat diffèrent des institutions financières puisque ces dispositifs interviennent essentiellement au moment de la création de l’entreprise et conjugue financement et assistance technique. [↑](#footnote-ref-54)
54. BOUTALEB K., *La problématique de la création d’entreprises face aux contraintes socioéconomiques de l’environnement local en Algérie*, colloque international sur la création d’entreprises et territoires, centre universitaire de Tamanrasset, 03 et 04 décembre 2006, page 16. [↑](#footnote-ref-55)
55. MADOUI. M et GILLET. A., *Crise et mutations du modèle de développement algérien : du gigantisme industriel au développement de la PME-PMI*, Cahier de recherche travail et emploi n°101, Paris, janvier-mars 2005. [↑](#footnote-ref-56)
56. La création de ce fonds d'investissement a été annoncée au cours des travaux du Forum le 20 et 21 mars sur la contribution de la diaspora algérienne établie aux Etats-Unis au développement de l’économie nationale. [↑](#footnote-ref-57)
57. C’est une opération commerciale et financière par laquelle un établissement financier (crédit-bailleur) met à la disposition d'un tiers (crédit-preneur) un bien pour une durée déterminée moyennant le paiement périodique d'un loyer arrêté au préalable. A l'issue de la période de location, il est offert au crédit-preneur une option d'achat du bien financé par le paiement de la valeur résiduelle. [↑](#footnote-ref-58)
58. Rapport régional de Global Entrepreneurship Monitor, *GEM Moyen Orient et Afrique du Nord 2009*, Dec 2010, P. 63. [↑](#footnote-ref-59)
59. BOUHANNA A., TABET AOUEL W., *PME /PMI, quel avenir ?*, work paper, université de Tlemcen, 2010, page 7. [↑](#footnote-ref-60)
60. FAYOLLE A., *les enjeux du développement de l’enseignement de l’entrepreneuriat en France*, rapport de la direction de la technologie du ministère de la recherche, France, 12 mars 2001, page 39. [↑](#footnote-ref-61)
61. Bulletin d'information trimestriel de l'Agence Nationale d'Intermédiation et de Régulation Foncière, ANIREF Voice, N°09, Avril 2011, page 13. [↑](#footnote-ref-62)
62. Revue de presse sur le programme d’appui aux PME/PMI et à la maitrise des technologies d’information et de communication PME, du 27-31 mai 2012. [↑](#footnote-ref-63)
63. BENGUERNA M.; GUEDJALI A., *La formation à la création des entreprises en Algérie : Etat des lieux et questionnement*, Colloque International : « Création d’entreprises et territoires», centre universitaire de Tamanrasset, 3 et 4 Décembre 2006, page 12. [↑](#footnote-ref-64)
64. IZZRECH, K., DEL GIUDICE, M., & DELLA PERUTA, M. R., *Investigating entrepreneurship among Algerian youth: is it a knowledge-intensive factory?* Journal of the knowledge economy, P319-329, N°4, Vol° 3, Spring Science Business Media, New York, 2013. [↑](#footnote-ref-65)
65. D’après l’article 3 du Décret exécutif n° 2006-356 du 16 Ramadhan 1427 correspondant au 9 octobre 2006 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Agence nationale de développement de l'investissement, p. 12. [↑](#footnote-ref-66)
66. Site officiel de l’ANDI : <http://www.andi.dz/index.php/fr/declaration-d-investissement/bilan-des-declarations-d-investissement-2002-2011> consulté le 24 Avril 2012 à 21h00. [↑](#footnote-ref-67)
67. SI LEKHAL K, op.cit, page 44. [↑](#footnote-ref-68)
68. D’après le Décret exécutif n° 2006-355 du 16 Ramadhan 1427 correspondant au 9 octobre 2006 relatif aux attributions, à la composition, à l'organisation et au fonctionnement du Conseil national de l'investissement, p. 11. [↑](#footnote-ref-69)
69. Décret présidentiel n° 2004-134 du 29 Safar 1425 correspondant au 19 avril 2004 portant statuts de la caisse de garantie des crédits d'investissements pour les P.M.E, p. 24. [↑](#footnote-ref-70)
70. Il convient de souligner que d’après l’Ordonnance n° 09-01 du 22 juillet 2009 portant loi de finances complémentaire pour 2009 assimile la garantie délivrée par le FGAR à la garantie de l’Etat. [↑](#footnote-ref-71)
71. SAIB MUSETTE M., *Les politiques de l’emploi et les programmes actif du marché du travail en Algérie*, work paper pour la fondation européenne pour la formation ETF, Turin, Italie, 2014, page 21. [↑](#footnote-ref-72)
72. ARHAB B., *La dynamique entrepreneuriale au service du développement soutenable : cas de la promotion des microprojets en Algérie*, 3ème journée du développement de GRES, Université Montesquieu Bordeaux IV, Bordeaux, 10 -12 juin 2009, page 12. [↑](#footnote-ref-73)
73. SAIB MUSETTE, op.cit, 2014, p21. [↑](#footnote-ref-74)
74. Idem. [↑](#footnote-ref-75)
75. Décret exécutif n° 2003-78 du 24 Dhou El Hidja 1423 correspondant au 25 février 2003 portant statut-type des pépinières d'entreprises, p. 12. [↑](#footnote-ref-76)
76. KENDEL H., *Stratégie d’agglomération d’Entreprises Scientifiques et Technologiques dans la filière « Electricité-Electronique-Electroménager » en Algérie*, thèse de Doctorat en Sciences de l’Information et de la Communication, Université Paul Cézanne (Aix-Marseille III), Marseille, Mars 2007, page 138. [↑](#footnote-ref-77)
77. Décret exécutif n° 2003-79 du 24 Dhou El Hidja 1423 correspondant au 25 février 2003 fixant la nature juridique, les missions et l'organisation des centres de facilitation des petites et moyennes entreprises, p. 15. [↑](#footnote-ref-78)
78. Données du ministère de l’Industrie et des Mines, <http://www.mdipi.gov.dz> consulté le 15 Mars 2014 à 14H00. [↑](#footnote-ref-79)
79. Etymologiquement, la *Zakat* signifie croître, prospérer, purifier. Elle est prélevée annuellement et libérée en espèces ou en nature [↑](#footnote-ref-80)
80. BENDJILALI B., *La Zakat et le Waqf: Aspects historiques, juridiques, institutionnels et économiques*, Séminaire international de l’institut islamique de recherches et de formation, Bénin, 25-31 mai 1997, page 9. [↑](#footnote-ref-81)
81. Selon les déclarations du ministre des affaires religieuses, Journal Horizons, 23.09.2012. [↑](#footnote-ref-82)
82. NEMIRI YACI.F, *L’état malgré tout ? Acteurs publics et développement*, in les cahiers de l'association tiers-monde, 32ème journées sur le développement, facultés universitaires catholiques de Louvain, Mons, 2008. [↑](#footnote-ref-83)
83. SAIB MUSETTE, op.cit, 2014, p22. [↑](#footnote-ref-84)